



## **Cahier Spécial des Charges 2204BEN-10360**

Marché de fournitures relatif à la conclusion d'un accord-cadre avec un seul participant par lot pour l'acquisition d'engins flottants au profit de diverses entités publiques partenaires des projets Enabel au Bénin

**Procédure Ouverte**

## Table des matières

1.	<b>1. Généralités</b> .....	5
1.1	Dérogations aux règles générales d'exécution .....	5
1.2	Pouvoir adjudicateur .....	5
1.3	Cadre institutionnel d'Enabel .....	5
1.4	Règles régissant le marché .....	6
1.5	Définitions .....	7
1.6	Confidentialité .....	8
1.7	Obligations déontologiques .....	9
1.8	Droit applicable et tribunaux compétents .....	9
2.	<b>2. Objet et portée du marché</b> .....	11
2.1	Nature du marché .....	11
2.2	Objet du marché .....	11
2.3	Lots <sup>1</sup> .....	11
2.4	Postes .....	11
2.5	Durée de l'accord cadre <sup>2</sup> .....	11
2.6	Variantes .....	12
2.7	Option .....	12
2.8	Quantité .....	12
3.	<b>3. Procédure</b> .....	13
3.1	Mode de passation .....	13
3.2	Publication .....	13
3.3	Information .....	13
3.4	Réunion d'information .....	14
3.5	Offre .....	14
3.6	Sélection des soumissionnaires .....	17
4.	<b>4. Dispositions contractuelles particulières</b> .....	22
4.1	Fonctionnaire dirigeant (art. 11) .....	22
4.2	Sous-traitants (art. 12 à 15) .....	22
4.3	Confidentialité (art. 18) .....	23
4.4	Protection des données personnelles .....	23
4.5	Droits intellectuels (art. 19 à 23) .....	25
4.6	Cautionnement (art. 25 à 33) .....	25
4.7	Conformité de l'exécution (art. 34) .....	26
4.8	Modifications du marché (art. 37 à 38/19) .....	26
4.9	Réception technique préalable (art. 41-42) .....	28

4.10	Modalités d'exécution (art. 115 es).....	29
4.11	Tolérance zéro exploitation et abus sexuels.....	30
4.12	Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur .....	30
4.13	Fin du marché.....	32
4.14	Litiges (art. 73) .....	33
5.	<b>5. Termes de référence</b> .....	34
<b>6.</b>	<b>6. Formulaires</b> .....	<b>43</b>
6.1	Fiche d'identification .....	43
6.2	Formulaire d'offre - Prix.....	46
6.5	Documents à remettre – liste exhaustive .....	52
6.6	Tableau des Spécifications technique (à remplir) .....	69
6.7	Formulaire du délai d'exécution .....	77

## 1. Généralités

### 1.1 Dérogations aux règles générales d'exécution

La section 4. « Conditions contractuelles et administratives particulières » du présent cahier spécial des charges (CSC) contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'AR du 14.01.2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent CSC, il est dérogé à l'article 26 des Règles Générales d'Exécution - RGE (AR du 14.01.2013).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des services. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre. La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre.

### 1.2 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles). Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par Mme **Ludwine BEERNAERT, Contrat Support et Manager, et Mr Hervé CORBEL, Responsable projets PASPort II/ProPORT.**

### 1.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- la loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement ;
- la Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public ;
- la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel: citons, à titre de principaux exemples :

- sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durables des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;

- sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;
- sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par AR du 17.12.2017, MB 22.12.2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.
- le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;

#### **1.4 Règles régissant le marché**

- Sont d'application au présent marché public :
- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics.
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur [www.publicprocurement.be](http://www.publicprocurement.be).
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- La législation locale applicable relative à l'harcèlement sexuel au travail' ou similaire]
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD) ;
- Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur [www.publicprocurement.be](http://www.publicprocurement.be), le code éthique et les politiques de Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou <https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel>.

## 1.5 Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

**Le soumissionnaire** : un opérateur économique qui présente une offre ;

**L'adjudicataire / le prestataire de services** : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;

**Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur** : Enabel, représentée par le Représentant résident d'Enabel au Bénin ;

**L'offre** : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;

**Jours** : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;

**Documents du marché** : Cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;

**Spécification technique** : une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité;

**Variante** : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

**Option** : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

**Inventaire** : le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;

**Les règles générales d'exécution RGE** : les règles se trouvant dans l'AR du 14.01.2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

**Le cahier spécial des charges (CSC)** : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;

**BDA** : le Bulletin des Adjudications

**JOUE** : le Journal Officiel de l'Union européenne

**OCDE** : l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ;

**E-tendering**: La plateforme E-tendering permet aux soumissionnaires de soumettre et ouvrir les offres électroniques/demande de participation;

**La pratique de corruption** : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;

**Le litige** : l'action en justice.

Sous-traitant au sens de la réglementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché.

Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement

Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement

Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

## **1.6 Confidentialité**

### **1.6.1 Traitement des données à caractère personnel**

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de ce la présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

### **1.6.2 Confidentialité**

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

**DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'ENABEL** : Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère

personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>.

## **1.7 Obligations déontologiques**

**1.7.1.** Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

**1.7.2.** Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan international par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

**1.7.3.** Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel, l'adjudicataire et ses personnels ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'approprier des principes de base et des directives repris dans cette politique.

**1.7.4.** Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

**1.7.5.** De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

**1.7.6.** L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

**1.7.7.** Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

## **1.8 Droit applicable et tribunaux compétents**

Le marché doit être attribué et exécuté conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution.

À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution.

## 2. Objet et portée du marché

### 2.1 Nature du marché

Marché public de fournitures.

### 2.2 Objet du marché

Ce marché de fourniture consiste en la conclusion d'un accord cadre avec un seul participant par lot pour **l'acquisition et la mise en service d'engins flottants au profit de diverses entités publiques partenaires des projets Enabel au Bénin**, conformément aux conditions du présent CSC.

### 2.3 Lots<sup>1</sup>

L'accord-cadre est constitué de deux (2) lots, formant chacun un tout indivisible.

Le soumissionnaire peut introduire une offre pour un, ou les deux (2) lots. Une offre pour une partie d'un lot est irrecevable.

Les lots sont ci-dessous :

- **Lot 1** : vedettes de surveillance en mer et de recherche marine avec remorque correspondante.
- **Lot 2** : vedettes de patrouille d'intervention avec remorque correspondante.

Dans ses offres pour plusieurs lots, le soumissionnaire ne peut pas présenter des rabais ou propositions d'amélioration de son offre pour le cas où ces mêmes lots lui seraient attribués. Le pouvoir adjudicateur ne limite pas le nombre de lots qui peuvent être attribués à un seul et même soumissionnaire.

### 2.4 Postes

Chaque lot du marché est composé des postes suivants :

Lots	N° Postes	Titres
<b>Lot 1</b>	<b>Poste 1</b>	Fourniture de Vedette de surveillance en mer (type 1 et 2)
	<b>Poste 2</b>	Fourniture de Vedette de recherche marine
	<b>Poste 3</b>	Remorque de traction
	<b>Poste 4</b>	Installation et mise en service
	<b>Poste 5</b>	Formation des utilisateurs
<b>Lot 2</b>	<b>Poste 1</b>	Fourniture de vedettes de patrouille fluviale et maritime
	<b>Poste 2</b>	Remorque de traction
	<b>Poste 3</b>	Installation et mise en service
	<b>Poste 4</b>	Formation des utilisateurs

Pour chacun des lots, il n'est pas possible de soumissionner pour un poste du lot et le soumissionnaire est tenu de remettre prix pour tous les postes du lot pour lequel il soumissionne.

### 2.5 Durée de l'accord cadre<sup>2</sup>

**L'accord-cadre prend cours le jour calendrier qui suit la date de notification de la conclusion de l'accord et a une durée de quatre (04) ans.**

CSC 2204BEN-10360 \_ Engins flottants et remorques

<sup>1</sup> Pour les marchés d'un montant égal ou supérieur à 135.000 € htva, le P.A. a l'obligation d'envisager l'allotissement du marché, sauf motivation dans le dossier du marché.  
<sup>2</sup> Ne pas confondre durée du marché et délai d'exécution

Chaque partie peut toutefois mettre fin à l'accord à la fin de la première année ou à tout moment au cours des années suivantes, à condition que la notification à l'autre partie soit envoyée au moins 90 jours calendrier avant la date résiliation prévue du contrat. Dans ce cas, la partie ne peut demander de dommages et intérêts du chef de cette résiliation.

Lorsque l'accord-cadre est résilié en application d'une mesure d'office, la résiliation de l'accord-cadre est limitée au seul participant (par lot) à l'encontre de qui la mesure d'office a été prise.

## 2.6 Variantes

Il n'y a pas de possibilité d'introduire des variantes exigées et autorisées.

## 2.7 Option

Non applicable

## 2.8 Quantité

La détermination des quantités se fera au moyen de bons de commande. Les quantités présumées ci-dessous, sont fournies à titre informatif et le pouvoir adjudicateur ne s'engage pas à les commander (comme il peut commander plus que les quantités annoncées). L'adjudicataire ne peut en aucun cas prétendre à des dommages et intérêt sous prétexte que ces quantités n'ont pas été commandées.

Lots	Postes	Titres	Unité	Quantité Présumée
<b>Lot 1</b>	<b>Poste 1</b>	Fourniture de vedette de surveillance en mer ( <b>Type 1</b> )	U	1
		Fourniture de vedette de surveillance en mer ( <b>Type 2</b> )	U	1
	<b>Poste 2</b>	Fourniture de vedette de recherche marine	U	1
	<b>Poste 3</b>	Remorque de traction	U	1
	<b>Poste 4</b>	Installation et mise en service	H/J	5
<b>Lot 2</b>	<b>Poste 1</b>	Fourniture de vedettes de patrouille fluviale et maritime	U	2
	<b>Poste 2</b>	Remorque de traction	U	1
	<b>Poste 3</b>	Installation et mise en service	H/J	3
	<b>Poste 4</b>	Formation des utilisateurs	H/J	5

### Valeur estimée maximale

Le montant maximal hors taxe des commandes par lot sur la durée totale de l'accord-cadre est fixé comme suit :

Lots	Max CAP (Euro)
Lot 1	700 000
Lot 2	800 000

Une fois cette limite atteinte, l'accord-cadre aura épuisé ses effets. Plus aucun marché subséquent ne

pourra dès lors être attribué sauf en cas de modifications du plafond de la valeur maximale conformément aux dispositions des art. 37 à 38/19 RGE.

## 3. Procédure

### 3.1 Mode de passation

Le présent marché est attribué, en application de l'article 36 de la loi du 17 juin 2016, via une procédure ouverte.

### 3.2 Publication

#### 3.2.1 Publicité officielle

Le présent marché fait l'objet d'une publication au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) ;  
Le présent marché fait l'objet d'une publication officielle au Bulletin des Adjudications (BDA).

#### 3.2.2 Publications complémentaires

Le présent CSC est publié sur le site Web de Enabel ([www.enabel.be](http://www.enabel.be)).

L'avis de ce marché a été publié sur le site web de l'OCDE.

L'avis de marché est aussi publié dans les journaux **le Matin libre, et la Nation**.

### 3.3 Information

L'attribution de ce marché est coordonnée par **Mouridjanatou ASSANI**, Acheteur Public, Email : [mouridjanatou.assani@enabel.be](mailto:mouridjanatou.assani@enabel.be) . Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service / cette personne et il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent CSC.

**Jusqu'à huit (8) jours** avant la date limite de dépôt des offres, les candidats-soumissionnaires peuvent poser des questions concernant le CSC et le marché. Les questions seront posées par écrit à :

**Mme Mouridjanatou ASSANI**, Acheteur Public à ProPORT/Enabel au Bénin ([mouridjanatou.assani@enabel.be](mailto:mouridjanatou.assani@enabel.be), avec copie à :

**Mr Armand AGUIDI AMOUSSOU**, Courriel : [armand.aguidi@enabel.be](mailto:armand.aguidi@enabel.be)

Il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception. L'aperçu complet des questions posées sera disponible **8 jours** avant la date limite de réception des offres sur le site web de Enabel ([www.enabel.be](http://www.enabel.be)).

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure. Les documents de marchés seront accessibles gratuitement à l'adresse internet suivante :

- [www.enabel.be](http://www.enabel.be)
- [www.publicprocurement.be](http://www.publicprocurement.be)

Afin d'être en mesure d'introduire une demande de participation en connaissance de cause, le soumissionnaire pourra visiter ces sites.

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des rectifications éventuelles concernant le CSC qui sont publiées au Bulletin des Adjudications et/ou sur le site web d'Enabel. À cet effet, s'il a téléchargé le CSC sous forme électronique, il lui est vivement conseillé de transmettre ses coordonnées au gestionnaire de marchés publics mentionné ci-dessus et de se renseigner sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires.

Conformément à l'article 81 de l'A.R. du 18 avril 2017, le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, **au plus tard dans un délai de 10 jours** avant la date limite de réception des offres.

### 3.4 Réunion d'information

Deux (02) réunions d'information sur le marché seront organisées **respectivement le 29 avril et le 12 mai 2026 à partir de 11 h 00 mn (heure du Bénin)**. La réunion d'information a pour objectif de donner aux soumissionnaires potentiels un ensemble d'informations capitales pour leur permettre de déposer leurs offres sur la nouvelle plateforme e-procurement et l'utilisation du forum de ladite plateforme pour poser des questions concernant le marché. Les personnes intéressées par le marché pourront se connecter avec le lien ci-dessous pour participer aux réunions d'information :

• Réunion du 08 mai 2026 :

[https://teams.microsoft.com/l/meetup-join/19%3ameeting\\_YzQwMTc2YTctMjEzNCooYTM4LWFiZGMtOWZkNDRjNjVmZjM2%40thre.ead.v2/o?context=%7b%22Tid%22%3a%228552ee09-2fab-421d-9ef7-664207bcf596%22%2c%22Oid%22%3a%22c825b642-a5a1-4a87-9eeb-a63c73bf8b1c%22%7d](https://teams.microsoft.com/l/meetup-join/19%3ameeting_YzQwMTc2YTctMjEzNCooYTM4LWFiZGMtOWZkNDRjNjVmZjM2%40thre.ead.v2/o?context=%7b%22Tid%22%3a%228552ee09-2fab-421d-9ef7-664207bcf596%22%2c%22Oid%22%3a%22c825b642-a5a1-4a87-9eeb-a63c73bf8b1c%22%7d)

• Réunion du 19 mai 2026 :

[https://teams.microsoft.com/l/meetup-join/19%3ameeting\\_N2E5ODI4OWMtMmE5YyooZjFhLTkxYjItZDEoOTAwNTNkZmZm%40thre.ead.v2/o?context=%7b%22Tid%22%3a%228552ee09-2fab-421d-9ef7-664207bcf596%22%2c%22Oid%22%3a%22c825b642-a5a1-4a87-9eeb-a63c73bf8b1c%22%7d](https://teams.microsoft.com/l/meetup-join/19%3ameeting_N2E5ODI4OWMtMmE5YyooZjFhLTkxYjItZDEoOTAwNTNkZmZm%40thre.ead.v2/o?context=%7b%22Tid%22%3a%228552ee09-2fab-421d-9ef7-664207bcf596%22%2c%22Oid%22%3a%22c825b642-a5a1-4a87-9eeb-a63c73bf8b1c%22%7d)

### 3.5 Offre

#### 3.5.1 Données à mentionner dans l'offre

L'attention des soumissionnaires est attirée sur les principes généraux édictés au titre 1 de la loi du 17 juin 2016 et qui sont applicables à la présente procédure de passation.

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées **en français**.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

#### 3.5.2 Durée de validité de l'offre

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant **un délai de 120 jours calendriers**, à compter de la date limite de réception.

En cas de dépassement du délai visé ci-dessus, la validité de l'offre sera traitée lors des négociations.

### 3.5.3 Détermination des prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en **EURO. Le taux de change entre l'Euro et le FCFA est 1 Euro = 655, 957 FCFA.**

Le présent marché est un marché à bordereau de prix ce qui signifie que ce qui signifie seul le prix unitaire est forfaitaire. Le prix à payer sera obtenu en appliquant le prix unitaire mentionné dans l'inventaire aux quantités réellement exécutées (il s'agit des postes à « Quantités présumées » dans le devis quantitatif estimatif) ;

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

### 3.5.4 Eléments inclus dans le prix

Le fournisseur est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques inhérents à l'exécution du marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée et l'AIB (Withholding Tax) ou retenue à la source.

Sont notamment inclus dans les prix :

- Les honoraires des experts ;
- Les coûts de logements et perdiem ;
- La gestion administrative et le secrétariat ;
- Le déplacement, le transport et l'assurance ;
- La documentation relative aux services ;
- La livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;
- Les taxes, impôts et charges d'application au Bénin et/ou dans le pays d'origine du prestataire ;
- les emballages, sauf si ceux-ci restent la propriété du soumissionnaire, les frais de chargement, de transbordement et de déchargement intermédiaire, de transport et d'assurance ;
- le déchargement, le déballage et la mise en place au lieu de livraison, à condition que les documents du marché mentionnent le lieu exact de livraison et les moyens d'accès;
- la documentation relative à la fourniture et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur ;
- le montage et la mise en service ;
- la formation nécessaire à l'usage ;
- la maintenance pendant la période de garantie ;
- le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des services ; travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
- les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés ;
- Mais également les frais de communication (internet compris), tous les coûts et frais de personnel ou de matériel/logiciels nécessaires à l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers de services nécessaires à l'exécution du marché.

#### **NB :**

- **Enabel au Bénin est exonéré du paiement des droits de douane et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;**
- **AIB : au Bénin s'applique la retenue à la source sur les honoraires relatifs aux services prestés (soit 20% des honoraires pour les prestataires non établis au Bénin et 3% pour les prestataires établis au**

- bénin). L'AIB n'est pas applicable au matériel et accessoires, mais bien uniquement sur les prestations de services ;**
- **Tous les prix sont DDP, (Incoterms 2020 ICC). Livraison au lieu stipulé au Point 4.10.3 du le présent CSC.**

### 3.5.5 Introduction des offres

Le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par lot du marché. Le soumissionnaire introduit son offre de la manière suivante :

**Conformément aux règles applicables aux moyens de communication, seules les offres introduites par des moyens électroniques sont acceptées. Par conséquent, le dépôt de l'offre sur papier n'est pas autorisé et l'adjudicateur ne tiendra compte que de l'offre introduite par voie électronique.**

Pour ce marché, la soumission électronique d'une offre se fait via la plateforme du service fédéral e-Procurement (<https://www.publicprocurement.be>).

Pour plus d'informations concernant l'enregistrement ou la connexion sur la plateforme, veuillez consulter le manuel en suivant le lien ci-dessous : [https://bosa.service-now.com/eprocurement?id=eproc\\_kb\\_category&kb\\_id=74625e901b2c6910f333a71ee54bcb71&kb\\_category=684e6424c3f8a51097fc98a4e401313d](https://bosa.service-now.com/eprocurement?id=eproc_kb_category&kb_id=74625e901b2c6910f333a71ee54bcb71&kb_category=684e6424c3f8a51097fc98a4e401313d).

**L'usage de la plateforme n'impose pas une limite de volume pour le chargement des documents.**

Le format des documents doit être le format pdf ou un format équivalent. L'offre doit être chargée sur le site internet :

[https://www.publicprocurement.be/auth/realms/supplier/protocol/openid-connect/auth?client\\_id=frontend-supplier&redirect\\_uri=https%3A%2F%2Fwww.publicprocurement.be%2Fsupplier%2F&state=553d58d7-6025-41f3-a653-9517cc33b571&response\\_mode=fragment&response\\_type=code&scope=openid&nonce=553fed2c-07f5-4ef6-8361-5beff2ef202d](https://www.publicprocurement.be/auth/realms/supplier/protocol/openid-connect/auth?client_id=frontend-supplier&redirect_uri=https%3A%2F%2Fwww.publicprocurement.be%2Fsupplier%2F&state=553d58d7-6025-41f3-a653-9517cc33b571&response_mode=fragment&response_type=code&scope=openid&nonce=553fed2c-07f5-4ef6-8361-5beff2ef202d), plus spécifiquement, sur la page sur laquelle apparaît cette publication.

**Conformément à l'article Art. 43, §1er de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le rapport de dépôt visé à l'article 42 doit être revêtu d'une signature électronique qualifiée. Le mécanisme de la signature électronique qualifiée n'étant pas maîtrisé par les opérateurs économiques locaux, le pouvoir adjudicateur considère qu'il n'est pas approprié d'imposer l'obligation d'une signature électronique qualifiée sur le rapport de dépôt. Par conséquent, les soumissionnaires sont autorisés à apposer dans leurs offres des signatures électroniques avancées ou des signatures scannées.**

Toutefois, avant la notification du contrat (conclusion), Enabel demandera une version papier du formulaire d'offre-prix avec la signature manuscrite originale de la personne habilitée à engager le soumissionnaire.

Toute demande de participation ou offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt, **le 26 mai 2026 à 16 heures 00 minutes, heure de Bruxelles**. Les demandes de participation ou les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées. (Article 83 de l'AR Passation).

**Attention : Tenir compte du décalage horaire éventuel entre Bruxelles et le lieu de résidence du soumissionnaire.**

### 3.5.6 Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Lorsque l'offre est introduite via e-tendering, la modification ou le retrait de l'offre se fait

conformément à l'article 43, §2 de l'A.R. du 18 avril 2017.

Ainsi, les modifications à une offre qui interviennent après la signature du rapport de dépôt, ainsi que son retrait donnent lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt qui doit être signé conformément au paragraphe 1er.

L'objet et la portée des modifications doivent être indiqués avec précision.

Le retrait doit être pur et simple.

Lorsque le rapport de dépôt dressé à la suite des modifications ou du retrait visés à l'alinéa 1er, n'est pas revêtu de la signature visée au paragraphe 1er, la modification ou le retrait est d'office entaché de nullité. Cette nullité ne porte que sur les modifications ou le retrait et non sur l'offre elle-même.

### **3.5.7 Ouverture des offres**

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur **avant le 26 mai 2026 à 16 heures 00 mn, heure de Bruxelles**. L'ouverture des offres se fera sur la plateforme e-procurement et le PV d'ouverture sera disponible sur ladite plateforme pour les soumissionnaires.

**NB : Afin d'éviter tout désagrément, les soumissionnaires sont invités à tenir compte du décalage horaire éventuel entre l'heure de Bruxelles et son heure locale.**

## **3.6 Sélection des soumissionnaires**

### **3.6.1 Motifs exclusion**

Par l'introduction de la **déclaration sur l'honneur-motifs d'exclusion**, en annexe du présent CSC lors du dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion figurant aux articles 67 à 70 de la loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 64 de l'A.R. du 18 avril 2017.

**Par le dépôt de son offre accompagné du document unique de marché européen (DUME), le soumissionnaire déclare officiellement sur l'honneur :**

1° qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion obligatoires ou facultatifs, qui doit ou peut entraîner son exclusion ;

2° qu'il répond aux critères de sélection qui ont été établis par le pouvoir adjudicateur dans le présent marché ;

Le soumissionnaire peut soit compléter le DUME joint en annexe, soit générer sa réponse sur le site : <https://ec.europa.eu/tools/espdp/filter>

Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée. Il s'agit de :

- 1) un **extrait du casier judiciaire** au nom du soumissionnaire (personne morale) ou de son représentant (personne physique) dans le cas où il n'existe pas de casier judiciaire pour les personnes morales ;
- 2) le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de **paiement des cotisations sociales**, sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'UE ;
- 3) le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de **paiement des impôts et taxes**, sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir

directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'UE ;

- 4) le document attestant que le soumissionnaire n'est **pas en situation de faillite**, sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement le document ou l'information pertinente en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'UE.

Le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire, si nécessaire, à tout moment de la procédure, de fournir tout ou partie des documents justificatifs, si cela est nécessaire pour assurer le bon déroulement de la procédure. Le soumissionnaire n'est pas tenu de présenter des documents justificatifs ou d'autres pièces justificatives lorsque et dans la mesure où le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre.

A l'exception des motifs d'exclusion relatifs aux dettes fiscales et sociales, le soumissionnaire qui se trouve dans l'une des situations d'exclusion obligatoires ou facultatives peut prouver d'initiative qu'il a versé ou entrepris de verser une indemnité en réparation de tout préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, clarifié totalement les faits et circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et pris des mesures concrètes de nature technique et organisationnelle et en matière de personnel propres à prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute.

**Conflits d'intérêts-Tourniquet** (Art. 51 A.R. 18/04/2017).

Sans préjudice des articles 6 et 69, alinéa 1er, 5°, de la loi, est considéré comme un conflit d'intérêts, toute situation dans laquelle une personne physique qui a travaillé pour un pouvoir adjudicateur comme collaborateur interne, dans un lien hiérarchique ou non, comme fonctionnaire concerné, officier public ou toute autre personne liée à un pouvoir adjudicateur de quelque manière que ce soit, intervient ultérieurement dans le cadre d'un marché public passé par ce pouvoir adjudicateur et qu'un lien existe entre les précédentes activités que la personne susmentionnée a prestées pour le pouvoir adjudicateur et ses activités dans le cadre du marché.

L'application de la disposition visée supra est toutefois limitée à une période de deux ans qui suit la démission de ladite personne ou toute autre façon de mettre fin aux activités précédentes.

### **3.6.2 Critères de sélection**

Le soumissionnaire est, en outre, tenu de démontrer à l'aide des documents demandés ci-dessous qu'il est suffisamment capable, tant du point de vue **économique et financier que du point de vue technique**, de mener à bien le présent marché public.

Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection seront prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières.

#### **A/ En matière de capacité technique :**

- **Tout soumissionnaire qui postule pour le lot 1 doit justifier avoir réalisé au cours des cinq (05) dernières années à compter de la date limite de dépôt des offres, un minimum d'un (01) marché de fourniture et d'installation d'engin flottant à moteur (de type bateaux, vedettes ou embarcations), d'un montant au moins égal à 80 000 euros.**

- **Tout soumissionnaire qui postule pour le lot 2 doit avoir réalisé au cours des cinq (05) dernières années à compter de la date limite de dépôt des offres, un minimum d'un (01) marché de fourniture et d'installation d'engin flottant à moteur (de type bateau, vedette ou embarcations), d'un montant au moins égal à 120 000 euros.**
- **Tout soumissionnaire qui postule pour les deux (2) lots doit justifier avoir réalisé au cours des cinq (05) dernières années à compter de la date limite de dépôt des offres,**
  - **soit deux (02) références distinctes répondant chacune aux exigences de chaque lot**
  - **soit une (01) référence unique d'un montant au moins égal à 200 000 €**

Pour ce faire, il complétera le tableau ci-dessous et joindra copies des contrats (ou bon de commande) et attestations de bonne fin d'exécution ou le PV de réception définitive.

N° Référence	Date	Destinataire Public/Privé	Description Succincte du marché	Montant du marché	Référence de l'attestation de bonne fin ou du PV fournie ( <i>préciser la page dans l'offre</i> )
1					
2					
3					

*NB : Veuillez fournir la liste de toutes les références pertinentes*

Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Les règles suivantes sont alors d'application :

- Si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet.
- Le pouvoir adjudicateur vérifiera, si les entités à la capacité desquelles l'opérateur économique entend avoir recours s'il existe des motifs d'exclusion dans leur chef.
- le pouvoir adjudicateur peut exiger que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le soumissionnaire lui-même ou, si l'offre est soumise par un groupement d'opérateurs économiques par un participant dudit groupement.

Dans les mêmes conditions, un groupement de candidats ou de soumissionnaires peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d'autres entités.

### **B/ En matière de capacité financière :**

- **Pour tout soumissionnaire qui postule pour le lot 1 , il doit avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen annuel au cours des trois derniers exercices annuels clos d'au moins égal à 100 000 euros.**
- **Pour tout soumissionnaire qui postule pour le lot 2, il doit avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen annuel au cours des trois derniers exercices annuels clos d'au moins égal à 150 000 euros.**
- **Pour tout soumissionnaire qui postule pour les 2 lots (1 et 2), il doit justifier un chiffre d'affaires moyen annuel au cours des trois derniers exercices annuels clos d'au moins égal à 250 000 euros.**

**NB : Pour les entreprises béninoise, les états financiers doivent être certifié par les services des Impôts. Les soumissionnaires étrangers devront fournir les états financiers en conformité avec leur législation d'origine.**

Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Les règles suivantes sont alors d'application :

- Si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet.
- Lorsqu'un opérateur économique a recours aux capacités d'autres entités en ce qui concerne des critères ayant trait à la capacité économique et financière, le pouvoir adjudicateur peut exiger que l'opérateur économique et ces entités en question soient solidairement responsables de l'exécution du marché

Dans les mêmes conditions, un groupement de candidats ou de soumissionnaires peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d'autres entités. En cas de groupement, **les chiffres d'affaires des membres du groupement ne sont pas cumulatifs.**

### **3.6.3 Modalités d'examen des offres et régularité des offres**

Avant de procéder à l'évaluation et à la comparaison des offres, le pouvoir adjudicateur examine leur régularité.

Les offres doivent être établies de manière telle que le pouvoir adjudicateur puisse faire son choix sans entrer en négociation avec le soumissionnaire. Pour cette raison, et afin de pouvoir juger les offres sur pied d'égalité, il est fondamental que les offres soient entièrement conformes aux dispositions du CSC, tant au plan formel que matériel.

Les offres substantiellement irrégulières sont exclues.

Constitue une irrégularité substantielle celle qui est de nature à donner un avantage discriminatoire au soumissionnaire, à entraîner une distorsion de concurrence, à empêcher l'évaluation de l'offre du soumissionnaire ou la comparaison de celle-ci aux autres offres, ou à rendre inexistant, incomplet ou incertain l'engagement du soumissionnaire à exécuter le marché dans les conditions prévues.

Sont réputées substantielles notamment les irrégularités suivantes :

1° le non-respect du droit environnemental, social ou du travail, pour autant que ce non-respect soit sanctionné pénalement ;

2° le non-respect des exigences visées aux articles 38, 42, 43, § 1er, 44, 48, § 2, alinéa 1er, 54, § 2, 55, 83 et 92 de l'AR du 18 avril 2017 et par l'article 14 de la loi, pour autant qu'ils contiennent des obligations à l'égard des soumissionnaires;

3° le non-respect des exigences minimales et des exigences qui sont indiquées comme substantielles dans les documents du marché ;

4° les offres qui ne comportent pas de signature manuscrite originale sur le formulaire d'offre

Le Pouvoir Adjudicateur déclare également nulle l'offre qui est affectée de plusieurs irrégularités non substantielles qui, du fait de leur cumul ou de leur combinaison, sont de nature à avoir les mêmes effets que décrits ci-dessus (conformément à l'article 76 de l'AR du 18 avril 2017).

### 3.6.4 Critères d'attribution

Le pouvoir adjudicateur choisira par lots, l'offre régulière qu'il juge économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

#### **Critère 1 : Prix (80 points)**

La formule utilisée pour établir la notation de la proposition financière est la suivante :

Le prix total de l'offre la plus basse reçoit 100% de la cote soit 80 points.

La cote pour l'offre Z est calculée comme suit :

**Prix total de l'offre la plus basse x 80**

**Prix total l'offre Z**

#### **Critère 2 : Délai de livraison (20 points)**

**Si le délai de livraison est supérieur 6 mois**, le soumissionnaire reçoit 0% de la cote soit 0 point. Dans le cas contraire la formule suivante sera utilisée

La cote pour l'offre Z est calculée comme suit :

**Délai de livraison le plus court x 20**

**Délai de livraison de l'offre Z**

### 3.6.5 Attribution du marché

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse par lot, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaire, l'exactitude de la déclaration sur l'honneur et à condition que le contrôle ait démontré que la déclaration sur l'honneur correspond à la réalité.

Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

### 3.6.6 Conclusion du contrat

Conformément à l'art. 88 de l'A.R. du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.

La notification est effectuée par les plateformes électroniques, par courrier électronique ou par fax et, le même jour, par envoi recommandé.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément au :

- Le présent CSC et ses annexes ;
- L'offre approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

**Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.**

## 4. Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre de ce CSC contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux 'Règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics' de l'AR du 14 janvier 2013, ci-après 'RGE' ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des RGE. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des RGE sont intégralement d'application.

Dans ce CSC, il est dérogé à l'article 26 des Règles Générales d'Exécution - RGE (AR du 14.01.2013) pour permettre aux prestataires d'établir le cautionnement via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des services.

### 4.1 Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est **Mr Armand AGUIDI AMOUSSOU**, Intervention Officer Environnement et Economie bleue ; courriel : [armand.aguidi@enabel.be](mailto:armand.aguidi@enabel.be).

Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal du fournisseur. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce CSC.

Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point Le pouvoir adjudicateur.

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le CSC et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

### 4.2 Sous-traitants (art. 12 à 15)

Lorsque l'adjudicataire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du pouvoir adjudicateur, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles à charge de l'adjudicataire sont imposées à ce sous-traitant par contrat ou tout autre acte juridique.

De la même manière, l'adjudicataire respectera et fera respecter par ses sous-traitants, les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD). Un audit éventuel des traitements opérés pourrait être réalisé par le pouvoir adjudicateur en vue de valider sa conformité à cette législation.

## 4.3 Confidentialité (art. 18)

Les connaissances et renseignements recueillis par l'Adjudicataire, en ce compris par toutes les personnes en charge de la mission ainsi que par toutes autres personnes intervenant, dans le cadre du présent marché sont strictement confidentiels.

En aucun cas les informations recueillies, peu importe leur origine et leur nature, ne pourront être transmis à des tiers sous quelque forme que ce soit.

Toutes les parties intervenantes directement ou indirectement sont donc tenues au devoir de discrétion.

Conformément à l'article 18 de l'A.R. du 14 /01/2013 relatif aux règles générales d'exécution des marchés publics, le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire s'engage à considérer et à traiter de manière strictement confidentiels, toutes informations, tous faits, tous documents et/ou toutes données, quels qu'en soient la nature et le support, qui lui auront été communiqués, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou auxquels il aura accès, directement ou indirectement, dans le cadre ou à l'occasion du présent marché. Les informations confidentielles couvrent notamment, sans que cette liste soit limitative, l'existence même du présent marché.

A ce titre, il s'engage notamment :

- à respecter et à faire respecter la stricte confidentialité de ces éléments, et à prendre toutes précautions utiles afin d'en préserver le secret (ces précautions ne pouvant en aucun cas être inférieures à celles prises par le Soumissionnaire pour la protection de ses propres informations confidentielles) ;
- à ne consulter, utiliser et/ou exploiter, directement ou indirectement, l'ensemble des éléments précités que dans la mesure strictement nécessaire à la préparation et, le cas échéant, à l'exécution du présent marché (en ayant notamment égard aux dispositions législatives en matière de protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel) ;
- à ne pas reproduire, distribuer, divulguer, transmettre ou autrement mettre à disposition de tiers les éléments précités, en totalité ou en partie, et sous quelque forme que ce soit, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur ;
- à restituer, à première demande du Pouvoir Adjudicateur, les éléments précités ;
- d'une manière générale, à ne pas divulguer directement ou indirectement aux tiers, que ce soit à titre publicitaire ou à n'importe quel autre titre, l'existence et/ou le contenu du présent marché, ni le fait que le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire exécute celui-ci pour le Pouvoir Adjudicateur, ni, le cas échéant, les résultats obtenus dans ce cadre, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur. »

## 4.4 Protection des données personnelles

### 4.4.1 Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

#### 4.4.2 Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

##### OPTION 1 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL PAR UN SOUS-TRAITANT

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur exclusivement au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, dans le seul but d'effectuer les prestations conformément aux dispositions du cahier des charges ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Les données à caractère personnel qui seront traitées sont confidentielles. L'adjudicataire limitera dès lors l'accès aux données au personnel strictement nécessaires à l'exécution, à la gestion et au suivi du marché.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur déterminera les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur sera responsable du traitement et l'adjudicataire sera son sous-traitant, au sens de l'article 28 du RGPD.

L'exécution de traitements en sous-traitance doit être régie par un contrat ou un acte juridique qui lie le sous-traitant au responsable du traitement et qui prévoit notamment que le sous-traitant n'agit que sur instruction du responsable du traitement et que les obligations de confidentialité et de sécurité concernant le traitement des données à caractère personnel incombent également au sous-traitant (Article 28 §3 du RGPD).

A cette fin, le soumissionnaire doit à la fois compléter, signer et renvoyer au pouvoir adjudicateur l'accord de sous-traitance repris en annexe. La complétion et signature de cette annexe est donc une condition de régularité de l'offre

##### OPTION 2 : TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR UN RESPONSABLE DE TRAITEMENT (DESTINATAIRE)

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

#### **4.5 Droits intellectuels (art. 19 à 23)**

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

#### **4.6 Cautionnement (art.25 à 33)**

**Pour ce marché un cautionnement n'est pas exigé si le montant de la commande est inférieur à 50.000 euros.**

Dans le cas contraire, **le cautionnement est fixé à 5% du montant total, hors TVA, du marché.** Le montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des services. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes :

- 1° lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations Complétez le plus précisément possible le formulaire suivant : [https://finances.belgium.be/sites/default/files/01\\_marche\\_public.pdf](https://finances.belgium.be/sites/default/files/01_marche_public.pdf) (PDF, 1.34 Mo), et renvoyez-le à l'adresse e-mail [info.cdcdck@minfin.fed.be](mailto:info.cdcdck@minfin.fed.be)
- 2° lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire
- 3° lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire
- 4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

- 1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- 2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;
- 3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- 4° soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- 5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

#### **La demande de l'adjudicataire de procéder à la réception :**

- 1° **en cas de réception provisoire** : tient lieu de demande de libération de la première moitié du cautionnement
- 2° **en cas de réception définitive** : tient lieu de demande de libération de la seconde moitié du cautionnement, ou, si une réception provisoire n'est pas prévue, de demande de libération de la totalité de celui-ci.

## **4.7 Conformité de l'exécution (art. 34)**

Les travaux, fournitures et services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

## **4.8 Modifications du marché (art. 37 à 38/19)**

### **4.8.1 Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3, °1)**

**La clause de réexamen suivante est prévue :**

§1 Champ d'application : La clause peut être appliquée dans le cas où l'adjudicataire du marché serait dans l'impossibilité de continuer l'exécution du marché pour cause de résiliation (art. 61, 62 ou 62/1, °2 RGE) ou de mise en œuvre d'une mesure d'office (art. 47 RGE).

§2 Nature de la modification : Par dérogation de l'article 47, §2, °3 RGE, le pouvoir adjudicateur peut, dans tous les cas précités, attribuer immédiatement un nouveau marché pour compte au(x) sous-traitant(s) de l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché ou au soumissionnaire classé en deuxième position, pour tout ou partie du marché restant à exécuter, et ce sans entamer une nouvelle

procédure de passation. Cet accord prendra la forme d'un avenant au contrat initial, à conclure entre le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire.

### **§3 Conditions dans lesquelles il peut être fait usage de la clause de réexamen :**

Pour autant qu'il(s) remplisse(nt) les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, et s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché, le pouvoir adjudicateur peut conclure un marché pour compte avec le(s) sous-traitant(s) de l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché.

A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le(s) sous-traitant(s) ou son(leurs) représentant(s), en lui (leur) demandant s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché.

Si le(s) sous-traitant(s) ne peut(peuvent) pas satisfaire aux conditions initiales, un marché pour compte peut être conclu à des conditions modifiées. Avant de conclure un tel marché modifié, le pouvoir adjudicateur vérifie si les nouvelles conditions sont toujours plus avantageuses que celles du soumissionnaire classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale. Si tel n'est pas le cas, le pouvoir adjudicateur procède à la conclusion d'un marché pour compte tel que visé au deuxième alinéa ci-dessous.

Si le pouvoir adjudicateur ne peut ou ne souhaite pas faire usage de la possibilité mentionnée à l'alinéa précédent, un marché pour compte peut être conclu avec le soumissionnaire qui a été classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document. A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire classé deuxième ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ledit soumissionnaire y consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché.

Lorsque le soumissionnaire concerné ne consent pas au maintien des conditions de son offre initiale ou que l'offre modifiée ne demeure pas économiquement la plus avantageuse sur la base de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale (après exclusion de l'adjudicataire initial), le pouvoir adjudicateur :

1° soit s'adresse successivement, suivant l'ordre de classement, aux autres soumissionnaires réguliers. Dans ce cas également, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire concerné ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ce soumissionnaire y consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché.

2° soit demande simultanément à tous les autres soumissionnaires réguliers de revoir leur offre sur la base des conditions initiales du marché, et attribue et conclut le marché en fonction de l'offre devenue économiquement la plus avantageuse.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur s'assure que la vérification de l'absence de motifs d'exclusion et du respect des critères de sélection s'effectue d'une manière impartiale et transparente, soit dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, soit lors de la conclusion du marché pour compte, afin qu'aucun marché ne soit attribué à un soumissionnaire (ou à un sous-traitant) qui aurait dû être exclu ou qui ne remplit pas les critères de sélection. Les exigences minimales de la sélection qualitative peuvent, le cas échéant, être adaptées au prorata de la partie restante du marché, si le marché pour compte n'est conclu que pour une partie du marché restant à exécuter.

Le marché pour compte sera conclu au moyen d'un avenant au contrat initial, qui sera signé par le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire. Si le marché a déjà été partiellement exécuté, cet avenant indiquera avec précision toutes les parties du marché qui doivent encore être exécutées. L'avenant indique également toutes les conditions modifiées par rapport à l'offre initiale de l'adjudicataire initial et par rapport à l'offre initiale du nouvel adjudicataire. Si nécessaire, l'avenant indique la méthode d'application des conditions initiales au reste du marché. Toutes les autres conditions énoncées dans les documents du marché (le cahier des charges et l'offre initiale de l'adjudicataire initial ou du nouvel adjudicataire) restent applicables sans modification.

Si un marché pour compte est conclu, une copie de l'avenant relatif au marché à conclure

est, par dérogation à l'article 47, §3, troisième alinéa, des RGE, envoyée à l'adjudicataire initial par courrier électronique. Si, à la suite de l'application d'une mesure d'office (article 47 RGE), le prix du nouveau marché conclu pour compte dépasse le prix du marché initial, l'adjudicataire initial supporte les coûts supplémentaires.

#### **4.8.2 Révision des prix (art. 38/7)**

Pour le présent marché, aucune révision des prix n'est possible.

#### **4.8.3 Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12)**

L'adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsqu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amende pour retard d'exécution sera consentie.

Lorsque les prestations sont suspendues, sur la base de la présente clause, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux, des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l'adjudicateur lorsque :

- la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier;
- la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ;
- la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur sur le déroulement et le coût du marché.

#### **4.8.4 Circonstances imprévisibles**

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

### **4.9 Réception technique préalable (art. 41-42)**

Les produits ne peuvent être mis en œuvre s'ils n'ont été, au préalable, réceptionnés par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Les produits qui, à un stade déterminé, ne satisfont pas aux vérifications imposées, sont déclarés ne pas se trouver en état de réception technique. A la demande de l'adjudicataire, le pouvoir adjudicateur vérifie conformément aux documents du marché si les produits présentent les qualités

requisies ou, à tout le moins, sont conformes aux règles de l'art et satisfont aux conditions du marché. Si les vérifications opérées comportent la destruction de certains produits, ceux-ci sont remplacés à ses frais par l'adjudicataire. Les documents du marché indiquent la quantité des produits qui seront détruits.

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate que le produit présenté n'est pas dans les conditions requises pour être examiné, la demande de l'adjudicataire est considérée comme non avenue. Une nouvelle demande est introduite lorsque le produit se trouve prêt pour la réception.

## **4.10 Modalités d'exécution (art. 115 es)**

### **4.10.1 Délais et clauses (art. 116)**

**Le délai de livraison de chaque commande ( y inclus l'installation, la mise en service et la formation des utilisateurs) est de six (6) mois.**

Le délai de livraison cours à compter du deuxième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du bon de commande.

Le bon de commande est adressé au fournisseur soit par envoi recommandé soit par fax, soit par tout autre moyen permettant de déterminer la date d'envoi de manière certaine.

Les échanges de correspondance subséquents relatifs au bon de commande (et à la livraison) suivent les mêmes règles que celles prévues pour l'envoi du bon de commande chaque fois qu'une partie désire se ménager la preuve de son intervention.

En cas de réception du bon de commande postérieure au délai de deux jours ouvrables, le délai de livraison peut être prolongé au prorata du retard constaté pour la réception du bon de commande, à la demande écrite et justifiée du fournisseur. Si le service qui a fait la commande, après avoir examiné la demande écrite du fournisseur, l'estime fondée ou partiellement fondée, il lui communique par écrit quelle prolongation de délai est acceptée.

En cas de libellé manifestement incorrect ou incomplet du bon de commande empêchant toute exécution de la commande, le fournisseur en avise immédiatement par écrit le service commandeur afin qu'une solution soit trouvée pour permettre l'exécution normale de la commande. Si nécessaire, le fournisseur sollicite une prolongation du délai de livraison dans les mêmes conditions que celles prévues en cas de réception tardive du bon de commande.

En tout état de cause, les réclamations relatives au bon de commande ne sont plus recevables si elles ne sont pas introduites dans les 15 jours (\*) de calendrier à compter à partir du

### **4.10.2 Quantités à fournir (art. 117)**

Le marché contient des quantités présumées indiquées au **point 2.8 « Quantité »**.

Le fournisseur doit donc être en mesure de fournir ces quantités pour la période couvrant la durée de l'accord cadre. Ces quantités sont fournies à titre purement indicatif, et portent sur toute la durée du marché.

### **4.10.3 Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149)**

Les fournitures seront livrées au Bénin.

L'adresse exacte de livraison au Bénin (et/ou à l'intérieur du pays) sera précisée à chaque commande.

#### **4.10.4 Emballages (art.119)**

Les emballages restent acquis au pouvoir adjudicateur, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité de ce chef.

#### **4.10.5 Vérification de la livraison (art. 120)**

Le fournisseur fournit exclusivement des biens qui sont exempts de tout vice apparent et/ou caché et qui correspondent strictement à la commande (en nature, quantité, qualité...) et, le cas échéant, aux prescriptions des documents associés ainsi qu'aux réglementations applicables, aux règles de l'art et aux bonnes pratiques, à l'état de la technique, aux plus hautes exigences normales d'utilisation, de fiabilité et de longévité, et à la destination que le pouvoir adjudicateur compte en faire et que le fournisseur connaît ou devrait à tout le moins connaître.

L'acceptation (**réception provisoire**) n'a lieu qu'après vérification complète par le pouvoir adjudicateur du caractère conforme des biens et services livrés. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de livraison. Ce délai prend cours le lendemain de l'arrivée des fournitures à destination, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit en possession du bordereau ou de la facture.

La signature apposée par le pouvoir adjudicateur (un membre du personnel du pouvoir adjudicateur), notamment dans des appareils électroniques de réception, lors de la livraison du matériel, vaut par conséquent simple prise de possession et ne signifie pas l'acceptation de celui-ci.

L'acceptation faite sur site vaut réception provisoire complète.

L'acceptation implique le transfert de la propriété et des risques de dommage ou de perte.

En cas de refus entier ou partiel d'une livraison, le fournisseur est tenu de reprendre, à ses frais et risques, les produits refusés. Le pouvoir adjudicateur peut soit demander au fournisseur de fournir des marchandises conformes dans les plus brefs délais, soit résilier la commande et s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

#### **4.10.6 Responsabilité du fournisseurs (art. 122)**

Le fournisseur est responsable de ses fournitures jusqu'au moment où les formalités de vérification et de notification dont il est question à l'article 120 sont effectuées, sauf si les pertes ou avaries survenant dans les dépôts du destinataire sont dues à des faits ou circonstances visés aux articles 54 et 56.

Par ailleurs, le fournisseur garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché ou de la défaillance du fournisseur.

### **4.11 Tolérance zéro exploitation et abus sexuels**

En application de sa Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de juin 2019, Enabel applique une tolérance zéro en ce qui concerne l'ensemble des conduites fautives ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

### **4.12 Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur**

Le défaut du prestataire de services ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux services mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au prestataire de services d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou

immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger au prestataire de services une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au RGE, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

#### **4.12.1 Défaut d'exécution (art. 44)**

§1 L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

1° lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;

2° à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

§ 2 Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

§ 3 Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 154 et 155.

#### **4.12.2 Amendes pour retard (art. 46 et 123)**

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché. **L'amende pour cause de retard lors de l'exécution du marché est calculée à raison de 0,1% par jour de retard pour les fournitures dont la livraison a été effectuée avec un même retard sans pouvoir excéder 7,5 % du montant initial du marché.**

#### **4.12.3 Mesures d'office (art. 47 et 124)**

§ 1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

§ 2 Les mesures d'office sont :

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

## **4.13 Fin du marché**

### **4.13.1 Réception des produits fournis (art. 64-65 et 120)**

Les fournitures seront suivies attentivement par le fonctionnaire dirigeant.

#### **Réception provisoire**

A l'expiration du délai de trente jours prenant cours à compter de la livraison, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

Il sera procédé à une réception complète au lieu de livraison sans réception partielle au lieu de production :

La réception provisoire s'effectue complètement au lieu de livraison. Pour examiner et tester les fournitures ainsi que pour notifier sa décision d'acceptation ou de refus, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trente jours.

Le délai prend cours le lendemain du jour d'arrivée des fournitures au lieu de livraison, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit mis en possession du bordereau ou de la facture. Il comprend le délai de trente jours prévus à l'article 127.

### **4.13.2 Transfert de propriété (art. 132)**

Le pouvoir adjudicateur devient de plein droit propriétaire des fournitures dès qu'elles sont admises en compte pour le paiement conformément à l'article 127 des RGE.

### **4.13.3 Délai de garantie (art. 134)**

Le délai de garantie prend cours à la date à laquelle la réception provisoire est accordée. Celui-ci est **de deux (2) ans minimum pour l'ensemble des équipements de chaque lot.**

### **4.13.4 Réception définitive (art. 135)**

La réception définitive a lieu à l'expiration du délai de garantie. Elle est implicite lorsque la fourniture n'a pas donné lieu à réclamation pendant ce délai.

Lorsque la fourniture a donné lieu à réclamation pendant le délai de garantie, un procès-verbal de réception ou de refus de réception définitive est établi dans les quinze jours précédant l'expiration dudit délai.

### **4.13.5 Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -127)**

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché (exemplaire original) à l'adresse suivante :

CSC 2204BEN-10360 \_ Engins flottants et remorques

Enabel Bénin – ProPORT

**Secrétariat Enabel ProPORT/PASPortII, sis à Cotonou, Quartier les Cocotiers, En venant de la place des Matyrs pour l'aéroport de Cadjèhoun, Rue de la Bank NSIA Cocotiers, deuxième Von à gauche dans la Rue BOA, Bâtiment N°54 ; Contact : +229 01 96 12 56 86.**

Seules les livraisons exécutées de manière correcte pourront être facturés.

L'adjudicateur effectue la vérification et le paiement du montant dû au fournisseur dans le délai de traitement de trente jours à compter de la livraison, pour autant que l'adjudicateur soit, en possession de la facture régulièrement établie, ainsi que les procès verbaux de réception des équipements.

Lorsque les documents du marché ne prévoient pas une déclaration de créance séparée, la facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en EURO.

**NB : Le paiement de chaque commande sera fait suivant les modalités ci-après :**

- **80% du montant de la commande** après la réception, la mise à l'eau et les tests de fonctionnalité de (s) engins flottants. Ce paiement aura lieu après une inspection des services compétents pour confirmer l'état neuf et l'intégrité de l'engin. Un Procès-verbal sera élaboré pour constater la réception.
- **20% du montant de la commande** sera payé après la formation des utilisateurs, sanctionné par un rapport de formation, validé par le pouvoir adjudicateur.

#### **4.14 Litiges (art. 73)**

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Agence belge de développement - Enabel

Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)

À l'attention de Mme Inge Janssens

Rue Haute 147

1000 Bruxelles

Belgique

## 5. Termes de référence

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses interventions au Bénin, l'Agence belge de développement met en œuvre diverses prestations dans les 4 secteurs de concentration de ses interventions : Appui à la police républicaine, Appui au secteur santé, Appui au secteur agricole et Appui au secteur portuaire.

**Les termes de références ci-dessous concerne le projet ProPORT dans le secteur portuaire.**

### 1. Contexte et Justification

#### 1.1. Contexte élargi

L'espace maritime béninois s'étend sur une largeur de 125 km entre les frontières du Togo et du Nigéria et se prolonge en haute mer sur une distance de 200 milles marins, soit environ 322 km (ABeGIEF, 2009). Cette zone marine forme dans sa colonne d'eau un ensemble d'écosystèmes marins, composé d'une diversité biologique animale très riche, jouant d'importants rôles dans la vie des populations côtières à travers le développement de la pêche (REEM, 2020). Le milieu marin du Golfe de Guinée dont le Bénin fait partie, offre plus de 257 espèces de poissons dont 43 sélaciens et 214 téléostéens (IRHOB, 2005) sans oublier les tortues marines qui fréquentent nos côtes et s'y reproduisent. Cette importante biodiversité marine est de plus en plus, confronté aux diverses pressions anthropiques hypothéquant ainsi les fonctions et les services vitaux de cette dernière. En effet, depuis des siècles, les écosystèmes côtiers et marins (lacs, lagunes, mangrove, océan, etc) ont servi à entretenir les cultures traditionnelles des populations riveraines. Ces écosystèmes et leurs ressources disparaissent malheureusement à un rythme inquiétant et les espaces potentiellement dédiés à la conservation de la biodiversité sont dégradés par des actions anthropiques notamment la surpêche, la pollution, etc.

Pour assurer une surveillance durable de ces écosystèmes et renverser la tendance de la dégradation progressive de la biodiversité, le Gouvernement du Bénin a pris l'option d'adopter une politique de gestion durable de son espace côtier et maritime. Ainsi, il a été créé en janvier 2022 (Décret n°2022-003 du 05 janvier 2022) deux aires marines protégées (AMP) : l'AMP de Donaten et l'AMP de la Bouche du Roy.

Par ailleurs, les eaux fluviales et maritimes du Bénin doivent être protégées aussi car elles sont le lieu de divers trafics de marchandises ou d'actes illégaux, et le projet ProPORT envisage d'apporter son appui à deux entités publiques en charge du contrôle et de la surveillance de ces zones, à savoir la Brigade Fluviale et maritime des Douanes pour le contrôle des marchandises et l'Unité Spéciale de Police Fluviale et maritime pour le contrôle des individus. Le présent contrat cadre doit pouvoir permettre justement d'élargir, une fois les besoins spécifiques précisés pour chacune des entités concernées, la possibilité de commander des embarcations particulières le moment venu.

#### 1.2. Contexte restreint

Créé par Arrêté N°038/MESRS/CAB/DC/SGM/CBRST/SP du 04/06/2002, l'**Institut de Recherches Halieutiques et Océanologiques du Bénin (IRHOB)** est l'Organe scientifique et technique de création des réserves marines au Bénin. Sa principale mission est de veiller à une gestion durable des ressources vivantes marines et côtières du pays. Bien qu'ayant ce rôle déterminant dans la protection et la gestion durable de ces écosystèmes fragiles, l'IRHOB n'est pas encore suffisamment outillée pour remplir convenablement la mission qui lui est assignée. En effet, il ne dispose pas des matériels et d'équipements adaptés pour l'accomplissement de ses missions régaliennes. En termes de matériels roulants, sur terre et en mer l'Institut ne dispose que d'un véhicule pick-up vieux et amorti. Pour aller sur l'océan, l'IRHOB loue le service de la Marine Nationale ou à défaut l'embarcation précaire des pêcheurs.

Cette situation rend difficile voire handicape l'exécution des missions de recherche en milieu aquatique et océanique. Toutefois, l'IRHOB dispose de son bâtiment, son siège, construit par l'Etat béninois. Il est situé à Akpakpa-Dédokpo, 350 rue 4.154, Cotonou (Bénin).

Quant à la **Brigade spéciale des écosystèmes marins et côtiers**, elle a été créée par décret n° 2021 - 457 du 15 septembre 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction générale des Eaux, Forêts et Chasse, une Brigade Spéciale de Protection des Ecosystèmes côtiers et marins (BSPECM). Son rôle est d'assurer une surveillance durable de ces écosystèmes et renverser la tendance de la dégradation inquiétante de la biodiversité, le Gouvernement du Bénin a pris l'option d'adopter une politique de gestion durable de son espace côtier. La principale mission assignée à cette brigade est d'assurer la police forestière au sein de ces écosystèmes en veillant au respect de la législation en vigueur et en travaillant étroitement avec les communautés riveraines. La BSPECM a également pour mission de maintenir la liaison entre les communautés et l'Administration forestière et d'accompagner les actions d'aménagement. Elle a donc besoin d'embarcations pour assurer la surveillance des écosystèmes de mangrove et les échanges avec les communautés vivant dans ces écosystèmes.

Le suivi régulier et adéquat de l'état de santé de la biodiversité dans les AMP de Donaten et de la Bouche du Roy pour l'atteinte des objectifs de la création de ces AMP, passe par la mise en place de moyens appropriés au profit des institutions en charge de la surveillance et du suivi écologique desdites aires marines. Leur acquisition permettra d'accroître les capacités opérationnelles et les performances de l'IRHOB et de la BSPECM dans l'accomplissement de leurs missions dans la gestion durable des ressources halieutiques marines et côtières du pays.

Le Service de la Douane Maritime et Fluviale a été créé le 16 octobre 2019 suivant le décret n°2021-455 du 15 septembre 2021. Ce service a pour mission d'assurer la surveillance permanente ainsi que la répression douanière sous toutes ses formes au niveau des cours d'eau et de la mer sur le territoire douanier national. Il surveille les côtes et pistes adjacentes aux canaux fluviaux et procède au contrôle des documents douaniers afférents aux trafics qui s'y déroulent. Il est directement rattaché à la Direction des Opérations Douanières. Il dispose actuellement de 11 agents et ce effectif est projeté pour atteindre 31. Le Service de la Douane Maritime est géographiquement implanté sur le site de la police fluviale et maritime mais sera transféré selon la prévision sur la beige lagunaire derrière l'hôpital de la mère et de l'enfant de Cotonou.

Le service dispose actuellement de quatre (04) embarcations peu adaptées à un service de répression notamment deux embarcations, d'origine chinoise, dotation de l'Etat-major Général des Armées. Deux (02) autres embarcations, de puissance 30 CV sont acquises par le projet VISSIM.

Pour la surveillance des eaux fluviales et maritimes le Service de la Douane Maritime souhaite être doté deux vedettes, équipement individuel (des gilets pare-balle+ plaques balistiques AV/AR, Lampe torche tactique (LED, rechargeable, Matraque télescopique, etc.), des jumelles à vision nocturne ainsi que 02 drones de surveillance. En effet, la mission de surveillance des eaux maritimes et intérieures nécessite des circulations et patrouilles quotidiennes et toutes les fois qu'il y a un avis de fraude. Néanmoins, on peut retenir une fréquence journalière pour les patrouilles sur les fleuves et, au moins une fois tous les trois jours, un départ en mer en absence de d'avis de fraudes.

Enabel, l'Agence belge de coopération internationale à travers le Projet ProPORT entend renforcer les capacités opérationnelles de l'IRHOB et de la BSPECM dans une démarche participative. Pour ce faire, plusieurs actions à mener ont été identifiées en vue de l'amélioration du dispositif de travail et des moyens nécessaires pour les missions quotidiennes de ces structures dans leurs domaines de compétence, dans les milieux marin (océan) et côtiers (lacs et lagunes) et contribuer efficacement leurs missions auprès du CENAGREF dans la bonne gestion des aires marines protégées du Bénin. C'est dans ce cadre que les présents TDR sont élaborés.

Les résultats attendus de cet appui sont :

- Les capacités d'intervention de l'IRHOB, de la Brigade Fluviale et maritime des Douanes et de la BFSPEMC sont renforcées ;
- Les patrouilles sur les AMP sont mieux organisées ;
- Les ressources naturelles des AMP de Donaten et de la bouche du Roy sont mieux suivies.
- La surveillance des eaux fluviales et maritimes est mieux assurée pour réduire tous les trafics et actes illégaux actuels

## **2. Objectif de l'appui**

L'objectif du présent appui est de renforcer les capacités d'intervention des entités bénéficiaires dont notamment l'IRHOB, la BPEMC pour une meilleure projection dans les AMP du Bénin, et de la Brigade fluviale et maritime des Douanes pour une meilleure surveillance des eaux.

De façon spécifique, il s'agit de doter ces institutions partenaires du projet de :

- Une vedette de recherche en mer (pour l'IRHOB) ;
- Deux embarcations de surveillance sur les lagunes côtières (pour le BFSPEMC) ;
- Deux vedettes de patrouille pour la Brigade de la douane maritime et fluviale

## **3. Résultats attendus**

Les résultats attendus du présent marché sont :

- Une (1) vedette de recherche marine fonctionnelle est livrée au profit de l'IRHOB ;
- Deux (2) vedettes de surveillance fonctionnelles sont livrées au profit de la BPEMC ;
- Deux (2) vedettes de patrouille fluviale et maritime sont livrées au profit de la douane béninoise ;
- Une (1) remorque de traction en inox est livrée au profit de la BPEMC ;
- Une (1) remorque de traction en inox est livrée au profit de la douane ;
- La formation sur l'utilisation de ces engins flottant est assurée par le fournisseur

## **4. Intérêt de l'appui**

L'application appropriée de la réglementation et le développement de la recherche dans les AMP du Bénin passent par la mise en place de moyens roulants appropriés. Leur acquisition permettra d'accroître les capacités opérationnelles et les performances de l'IRHOB et de la BFSPEMC dans le suivi écologique espèces sauvages et des écosystèmes, dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, le contrôle du trafic des espèces menacées d'extinctions et la sensibilisation des communautés.

**La vedette de recherche** en mer permettra à l'IRHOB d'atteindre un certain nombre de résultats dans la gestion des AMP nouvellement créés. On peut citer notamment :

- L'état de référence de la biodiversité dans les réserves marines du Bénin dans l'AMP de Donaten et de la Bouche du Roy : inventaire et évaluation des ressources halieutiques dans les réserves.
- Le suivi de l'état de santé de la biodiversité dans les réserves marines : campagnes régulières de recherche dans les réserves marines du pays.
- L'atteinte des objectifs des plans d'aménagements et de gestion (PAG) des réserves marines : L'efficacité de cet outil dépend en grande partie de l'état de santé de la biodiversité de ces réserves.
- L'accomplissement des missions régaliennes de l'IRHOB en termes de recherche dans les eaux béninoises.

- La restauration des ressources halieutiques disparues ou menacées de disparition
- La sécurité alimentaire à travers la disponibilité des fruits de mer est renforcée.

**Les barques motorisées permettront à la BFSP EMC** d'assurer une protection efficace des écosystèmes de mangroves, de la mer sous juridiction nationale et des plans d'eau continentaux contre toutes exploitations frauduleuses ou incontrôlées des espèces de faune et de flore sauvages. Cette mission ne saurait être remplie sans une vedette adéquate et les formations appropriées. Ainsi, cette acquisition favorisera :

- La surveillance et les patrouilles efficaces : Les éléments de la brigade assureront une surveillance constante des zones côtières et maritimes, détectant ainsi les activités suspectes telles que la pêche illégale et d'autres formes de criminalité liée aux espèces sauvages.
- Présence dissuasive et accroissement des arrestations : La présence visible et active dissuade les activités criminelles contribuant ainsi au maintien de la sécurité et réduire les activités illégales. La présence permet également de constater les infractions et d'appréhender les contrevenants. Ainsi, les lois nationales et internationales en matière de gestion des espèces sauvages, de protection de l'environnement marin seront appliquées contribuant ainsi à une gestion durable des ressources marines et côtières.
- Présence auprès des communautés accrue : Pour maintenir une implication effective des communautés, il est indispensable de se porter régulièrement vers elles et leur témoigner l'appui de l'état pour la gestion durable des espèces sauvages et de leurs habitats. La mise à disposition des matériels roulants permettra d'accroître cette capacité de la brigade.
- Les capacités d'intervention rapide : La célérité d'intervention et de prise en charge des espèces sauvages en situation de détresse sera accrue et les contrevenant appréhendés.
- La contribution de l'administration forestière pour la protection des frontières maritimes : En patrouillant activement, ils contribuent à maintenir la souveraineté nationale en protégeant les frontières maritimes contre les intrusions de pêche non autorisées par exemple.
- La coordination avec d'autres agences : la présence sur le terrain permettra la collaboration avec d'autres agences gouvernementales telles que la marine nationale, la police maritime et fluviale, la douane fluviale et d'autres forces de sécurité pour renforcer la sécurité et la sûreté maritimes.

L'espace maritime et fluvial est aussi un lieu où se développe toute sorte d'activité illicite. Le trafic illicite de diverses marchandises s'est développé au fil des décennies sur les cours d'eau du Bénin ainsi que sur la façade maritime.

L'absence d'une unité spécifique de contrôle et de lutte contre ces trafics a fait perdre pendant des années d'énormes recettes à l'Etat. C'est ce qui a motivé la création **du Service de la Douane Maritime et Fluviale (SDMF)** depuis 2021.

Malheureusement, cette unité depuis sa création ne dispose pas encore de moyens nautiques adaptés à la lutte contre la fraude. Les Agents en service dans l'unité cultivent le renseignement et disposent d'avis de fraude mais faute de moyens de projection sont obligés de solliciter les embarcations de la police fluviale pour mener les opérations. C'est ainsi qu'en février 2024, sur la base de renseignement recueilli le SDMF a pu saisi en mer près de 5 tonnes de cannabis en sollicitant les embarcations de la police fluviale. Malgré cette collaboration entre les services, le manque d'équipement propre handicape l'efficacité de l'unité et freine la prise d'initiatives au niveau des Agents ; toutes les informations n'étant plus exploitées comme cela se doit. Il s'avère donc nécessaire de doter le Service de la Douane Maritime et Fluviale de vedettes adaptées à la répression pour le rendre plus opérationnel.

Par ailleurs, l'exécution des patrouilles même sur l'eau requiert une évolution en binôme. Dans ces conditions, et compte tenu de l'ampleur des zones d'intervention, l'acquisition d'au moins deux (02) vedettes de surveillance fluviale et maritime serait opportune.

L'acquisition de ces vedettes devrait permettre à la douane de :

- Patrouiller plus efficacement le long des côtes et des voies fluviales, augmentant ainsi leur capacité à détecter et à intercepter les activités frauduleuses ;
- Mieux sécuriser les frontières maritimes et fluviales, réduisant ainsi les risques de contrebande et d'activités illégales ;
- Augmenter les recettes douanières, contribuant ainsi au financement de projets de développement.

En résumé, l'appui de Enabel à la douane maritime et fluviale du Bénin à travers l'acquisition de vedettes est essentiel et contribuera substantiellement à renforcer la lutte contre la fraude, améliorer la sécurité des frontières, et soutenir le développement économique du pays

## 5. Spécifications techniques des équipements

### Lot 1 : Vedettes de surveillance en mer

#### ➤ Vedette de surveillance type 1 : Vedette avec taud en aluminium et bâche

Désignation	Spécifications techniques	
Vedette en fibre de verre avec taud en alu et bâche couvrant au moins la moitié du bateau	Matières	Fibre de verre ou matériau composite équivalent
	Dimensions de la coque	Longueur : 8m – 9m Largeur : 2,20m – 2,60m
	Tirant d'eau	Au moins 30 cm
	Poids à vide	800 kg +/- 100 kg
	Capacités	Au moins 10 personnes
	Aménagement minimum	Taud en aluminium (ou matériau marin équivalent) ; bâche (couverture d'au moins la moitié du bateau) Corde et ancre Plancher antidérapant
	Sièges	Assises fixes pour passagers, incluant au moins deux banquettes assises avec un (1) espace de rangement (coffre)
	<b>Motorisation</b> (Moteur adapté aux conditions tropicales et marines)	Démarrage : électrique Temps : 4 temps Puissance : 70 à 100 cv
Matériels de sauvetage fourni	12 Gilets de sauvetage de différentes tailles (M, L et XL, XXL) Une Bouées couronne Ancre et corde 2 pagaies de secours Une boîte à pharmacie	

➤ **Vedette de surveillance type 2 : une vedette d'intervention sans taud**

<b>Désignation</b>	<b>Spécifications techniques</b>	
Vedette de grande taille avec console de pilotage et taud aluminium	Matières	Fibre de verre ou matériau composite équivalent
	Dimensions de la coque	Longueur : 8,00 m à 9,00 m Largeur : 2,20 m à 2,60m
	Tirant d'eau	entre 30 à 40 cm
	Poids	Entre 800 kg +/-20kg
	Capacités	Au moins 10 personnes
	Aménagement minimum	Une console de pilotage Un taud aluminium ou matériau marin équivalent, couvrant la console de pilotage Corde et ancre Plancher antidérapant
	Sièges	Au moins 02 banquettes coffres Au moins 02 coffres arrière 01 puits (un compartiment dédié) avant pour ancre et corde
	Motorisation	Moteur adapté aux conditions tropicales et marines Démarrage : électrique Temps : 4 temps Puissance : 90 à 115 CV
	Matériels de sauvetage fourni	10 Gilets de sauvetage de différentes tailles (M, L et XL, XXL) Deux Bouées couronne Ancre et corde 1 Boite à pharmacie

➤ **Vedette de recherche marine pour l'Institut de recherche halieutique et océanographique du Bénin (IRHOB)**

<b>Désignation</b>	<b>Spécifications techniques</b>	
Vedette de recherche et d'observation en	Matières	Fibre de verre ou matériau composite marin équivalent
	Dimensions de la coque	Longueur : 9,50 m à 11,00 m Largeur : 2,20 m – 2,70m Profondeur : 50 à 65 cm
	Tirant d'eau	Entre 30 à 40 cm
	Poids (à vide)	Entre 1,5 et 1,9 tonnes
	Capacités	Au moins 10 personnes
	Aménagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Semi-cabine en fibre de verre avec poste pilotage + siège,</li> <li>- Toiture tubes inox sur au moins les ¾ du bateau, (couvrant une grande partie du bateau)</li> <li>- Pompe de cale,</li> <li>- équipements de navigation et de sécurité (Électricité complète, compas, GPS, )</li> <li>- système de direction assisté (hydraulique)</li> </ul>

mer semi-cabine et toiture tubes inox		<ul style="list-style-type: none"> <li>- décanteur, bitte d'amarrage, taquet inox, cadènes,</li> <li>- Banquettes pour au moins 12 passagers,</li> </ul>
	Sièges	Assises adaptées incluant un siège pilote et des banquettes pour les passagers : <ul style="list-style-type: none"> <li>- dont 01 siège pilote</li> <li>- Siège banquette pour au moins 12 personnes</li> </ul>
	Capacité du réservoir	Réservoir essence entre 450 à 550 L au moins
	Motorisation	Moteur adapté aux conditions tropicales et marines Démarrage : électrique Temps : 4 temps Puissance cumulée : bimoteur, puissance totale comprise entre 185 et 250 CV
	Matériels de sauvetage fournis	14 gilets de sauvetages de différentes tailles adapté aux usagers, Une bouée couronne, Ancre + corde. Boite à pharmacie

**Image illustrative :**



➤ **Remorque correspondant pour embarcation**

Désignation		Spécifications techniques	
Remorque pour embarcation	Matières	Châssis, essieu galvanisé et réglable. Suspension à éléments de caoutchouc comprimés ou équivalent.	
	Aménagement	Châssis adapté aux dimensions du bateau	
	Plaque de signalisation	Plaque de signalisation amovible.	
	Livré avec équipements de mise à l'eau et de manutention comprenant notamment :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- treuil,</li> <li>- butée d'étrave,</li> <li>- potence,</li> <li>- patins ou supports à glissières réglables pour coque</li> </ul>	

**Lot 2 : Vedettes de patrouille et d'intervention pour le Service de la Douane Maritime et Fluviale (SDMF)**

✓ **Vedettes de patrouilles et d'interventions**

<b>Désignation</b>		<b>Spécifications techniques</b>	
Vedette patrouille grande taille	de de	Matières	Fibre de verre ou matériau composite marin équivalent
		Dimensions de la coque	Longueur : 9m – 10,50m Largeur : 2,20 m – 2,60m Profondeur : 54 cm
		Tirant d'eau	Comprise entre 50 et 60 Cm
		Poids	Entre 1,6 tonne et 2 tonnes
		Capacités	Capacité minimale : 8 personnes (équipage + passagers)
		Aménagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poste de pilotage protégé (cabine en fibre de verre, fermée ou semi-fermée, rigide ou composite) ,</li> <li>- Réservoir au moins 500 litres,</li> <li>- pompe de cale,</li> <li>- Installation électricité complète,</li> <li>- Système de navigation (GPS sondeur, ou GPS tracteur)</li> <li>- Compas magnétique ou électronique,</li> <li>- direction hydraulique ou équivalent</li> <li>- Equipement d'amarrage (décanteur, bitte d'amarrage, taquet inox, ancre + corde).</li> <li>- Gyrophare : au moins 01</li> <li>- Klaxon : au moins 01</li> </ul>
		Autres aménagements	Intégration de toutes autres options en aménagement proposées ainsi que les caractéristiques militaires (Support renfort pour mitrailleuse à enlever)
		Sièges	Banquettes simples pour au moins 8 personnes
		Motorisation	Moteur tropicalisée, adaptée aux eaux salines Démarrage : Electrique Temps : 4 temps Puissance cumulée : bimoteur $\geq 250$ CV et $\leq 350$ CV
		Equipements de sécurité et de navigation	Au moins : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 04 défenses hydrauliques</li> <li>- 02 Perches</li> <li>- 16 gilets de sauvetage</li> <li>- 2 pompes d'assèchement</li> <li>- 4 pagaies</li> <li>- 16 imperméables</li> <li>- instruments de navigation (carte de navigation, les feux de navigation)</li> <li>- 4 bouées couronnes</li> <li>- 4 jumelles dont 02 à vision nocturne</li> <li>- 2 couteaux billonnettes</li> <li>- 1 trousseau médical</li> <li>- 2 rouleaux d'amarre (amarrage bateaux)</li> <li>- 2 lampes torche</li> </ul>

✓ **Remorque correspondant pour vedette de patrouille**

Désignation	Spécifications techniques	
Remorque embarcation pour	Matières	Châssis, essieu galvanisé et réglable. Suspension à éléments de caoutchouc comprimés ou équivalent.
	Aménagement	Châssis adapté aux dimensions du bateau de ce lot
	Plaque de signalisation	Plaque de signalisation amovible.
	Livré avec équipements de mise à l'eau et de manutention comprenant notamment :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- treuil,</li> <li>- butée d'étrave,</li> <li>- potence,</li> <li>- patins</li> <li>- supports à glissières réglables pour coque</li> </ul>

**Exigences complémentaires :**

- Fournir les prospectus de chaque équipement proposé
- Fournir des visuels des équipements sous plusieurs angles afin de s'assurer des aménagements demandés.
- fournir les liens d'accès internet vers chaque équipements proposé

**6. Consistance du marché**

Le marché comprend :

- La fabrication ou acquisition des vedettes,
- L'installation et la mise en service, ainsi que la mise à l'eau des vedettes à Cotonou ;
- La formation du personnel à l'utilisation et à l'entretien desdits vedettes.

L'entreprise doit donc mettre à la disposition de l'adjudicateur un technicien capable d'installer les équipements et de former les utilisateurs.

# Formulaire

## 6.1 Fiche d'identification

### 6.1.1 Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :  
<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed>

<b>I. DONNÉES PERSONNELLES</b>	
NOM(S) DE FAMILLE <sup>3</sup>	
PRÉNOM(S)	
DATE DE NAISSANCE	
JJ MM AAAA	
LIEU DE NAISSANCE (VILLE, VILLAGE)	PAYS DE NAISSANCE
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ	
CARTE D'IDENTITÉ PASSEPORT PERMIS DE CONDUIRE <sup>4</sup> AUTRE <sup>5</sup>	
PAYS ÉMETTEUR	
NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ	
NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL <sup>6</sup>	
ADRESSE PRIVÉE PERMANENTE	
CODE POSTAL RÉGION <sup>7</sup> TÉLÉPHONE PRIVÉ	BOITE POSTALE PAYS VILLE
COURRIEL PRIVÉ	
<b>II. DONNÉES COMMERCIALES</b>	
Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels.	
Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE? OUI NON	NOM DE L'ENTREPRISE (le cas échéant)
	NUMÉRO DE TVA NUMÉRO D'ENREGISTREMENT LIEU DE L'ENREGISTREMENT VILLE PAYS
DATE	SIGNATURE

<sup>3</sup> Comme indiqué sur le document officiel.

<sup>4</sup> Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

<sup>5</sup> A défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique.

<sup>6</sup> Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

<sup>7</sup> Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats.

### 6.1.2 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdfe19b>

<b>NOM OFFICIEL<sup>8</sup></b>				
<b>NOM COMMERCIAL (si différent)</b>				
<b>ABRÉVIATION</b>				
<b>FORME JURIDIQUE</b>				
<b>TYPE</b>	<b>A BUT LUCRATIF</b>			
<b>D'ORGANISATION</b>	<b>SANS BUT LUCRATIF</b>	<b>ONG<sup>9</sup></b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
<b>NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL<sup>10</sup></b>				
<b>NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)</b>				
<b>LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>VILLE</b>	<b>PAYS</b>		
<b>DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>JJ</b>	<b>MM</b>	<b>AAAA</b>	
<b>NUMÉRO DE TVA</b>				
<b>ADRESSE DU SIEGE SOCIAL</b>				
<b>CODE POSTAL</b>	<b>BOITE POSTALE</b>	<b>VILLE</b>		
<b>PAYS</b>	<b>TÉLÉPHONE</b>			
<b>COURRIEL</b>				
<b>DATE</b>	<b>CACHET</b>			
<b>SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ</b>				

<sup>8</sup> Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

<sup>9</sup> ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

<sup>10</sup> Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

### 6.1.3 Entité de droit public<sup>11</sup>

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:c52ab6a5-6134-4fed-9596-107f7daf6f1b>

<b>NOM OFFICIEL<sup>12</sup></b>			
<b>ABRÉVIATION</b>			
<b>NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL<sup>13</sup></b>			
<b>NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE</b>			
<b>(le cas échéant)</b>			
<b>LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>VILLE</b>	<b>PAYS</b>	
<b>DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>JJ</b>	<b>MM</b>	<b>AAAA</b>
<b>NUMÉRO DE TVA</b>			
<b>ADRESSE OFFICIELLE</b>			
<b>CODE POSTAL</b>	<b>BOITE POSTALE</b>	<b>VILLE</b>	
<b>PAYS</b>	<b>TÉLÉPHONE</b>		
<b>COURRIEL</b>			
<b>DATE</b>	<b>CACHET</b>		
<b>SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ</b>			

### 6.1.4 Sous-traitants

Nom et forme juridique	Adresse / siège social	Objet

<sup>11</sup> Entité de droit public DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE: entité de droit public capable de se représenter elle-même et d'agir en son nom propre, c'est-à-dire capable d'ester en justice, d'acquérir et de se défaire des biens, et de conclure des contrats. Ce statut juridique est confirmé par l'acte juridique officiel établissant l'entité (loi, décret, etc.).

<sup>12</sup> Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

<sup>13</sup> Numéro d'enregistrement de l'entité au registre national.

## 6.2 Formulaire d'offre - Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux dispositions du **CSC 2204BEN-10360**, le **lot (X)** du présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Les prix unitaires et les prix globaux de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

La taxe sur la valeur ajoutée fait l'objet d'un poste spécial de l'inventaire, pour être ajoutée au montant de l'offre. Le soumissionnaire s'engage à exécuter le marché public conformément aux dispositions du **CSC 2204BEN-10360**, aux prix suivants, exprimés en euros et hors TVA :  
..... (mentionnez le montant)

En cas d'approbation de la présente offre, le cautionnement sera constitué dans les conditions et délais prescrits dans le cahier spécial des charges.

L'information confidentielle et/ou l'information qui se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux est clairement indiquée dans l'offre.

Le soumissionnaire déclare sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et correctes et qu'elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration.

Certifié pour vrai et conforme,

Fait à ..... le .....

Signature,

**Nom et Prénom,**

Titre

## 6.3 Inventaire

### Lot 1 : vedettes de surveillance et/ou de recherche et remorque correspondante

N°	Titres	Unité	Quantité Présumée	PU	Montant (HTVA en Euros)
<b>Poste 1</b>	Fourniture de vedette de surveillance en mer- <b>Type 1</b>	U	1		
	Fourniture de vedette de surveillance en mer- <b>Type 2</b>	U	1		
<b>Poste 2</b>	Fourniture de vedette de recherche marine	U	1		
<b>Poste 3</b>	Remorque de traction	U	1		
<b>Poste 4</b>	Installation et mise en service	H/J	5		
<b>Poste 5</b>	Formation des utilisateurs	H/J	10		
	<b>TOTAL (HTVA en Euros)</b>				

Arrêté le présent bordereau de prix, à la somme HTVA de..... (en chiffre) Euro.

Fait à ....., le .....

signature et cachet

Nom, prénom, Titre,

**Lot 2 : vedettes de patrouille et d'intervention et remorque correspondante**

N°	Titres	Unité	Quantité Présumée	PU	Montant (HTVA en Euros)
<b>Poste 1</b>	Fourniture de vedettes de patrouille fluviale et maritime	U	2		
<b>Poste 2</b>	Remorque de traction	U	1		
<b>Poste 3</b>	Installation et mise en service	H/J	3		
<b>Poste 4</b>	Formation des utilisateurs	H/J	5		
	<b>TOTAL (HTVA en Euros)</b>				

Arrêté le présent bordereau de prix, à la somme HTVA de :  
..... (en chiffre) Euro.

Fait à ....., le .....

signature et cachet

Nom, prénom, Titre,

## 6.4 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une **décision judiciaire ayant force de chose jugée** pour l'une des infractions suivantes :
  - 1° participation à une **organisation criminelle**;
  - 2° **corruption**;
  - 3° **fraude**;
  - 4° infractions **terroristes**, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction;
  - 5° **blanchiment** de capitaux ou **financement du terrorisme**;
  - 6° **travail des enfants** et autres formes de traite des êtres humains.
  - 7° occupation de ressortissants de pays tiers en **séjour illégal**.
  - 8° la création de sociétés offshoreL'exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement.
2. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au **paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale** pour un montant de plus de 3.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales ;
3. le soumissionnaire est en **état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire**, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;
4. le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une **faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité**.

Sont entre autres considérées comme telle faute professionnelle grave :

- a. une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019
- b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 [<lien>](#);
- c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
- e. lorsque Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.

La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

5. lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives;
6. des **défaillances importantes ou persistantes** du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une **obligation essentielle** qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.  
Sont considérées comme 'défaillances importantes' le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail. La présence du soumissionnaire sur la liste d'exclusion Enabel en raison d'une telle défaillance sert d'un tel constat.
7. des mesures restrictives ont été prises vis-à-vis du contractant dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.
8. Le soumissionnaire ni un de des dirigeants se trouvent sur les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

Pour les Nations Unies, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :  
<https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-internationales-nations-unies>

Pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :  
<https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-europ%C3%A9ennes-ue>

<https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions>

[https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive\\_measures-2017-01-17-clean.pdf](https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive_measures-2017-01-17-clean.pdf)

Pour la Belgique :

[https://finances.belgium.be/fr/sur\\_le\\_spf/structure\\_et\\_services/administrations\\_generales/tr%C3%A9sorier/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2](https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_generales/tr%C3%A9sorier/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2)

9. <...>Si Enabel exécute un projet pour un autre bailleur de fonds ou donneur, d'autres motifs d'exclusion supplémentaires sont encore possibles.

Le soumissionnaire déclare formellement être en mesure, sur demande et sans délai, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visés, sauf si:

- a. Enabel a la possibilité d'obtenir directement les documents justificatifs concernés en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement, à condition que le soumissionnaire ait fourni les informations nécessaires (adresse du site web, autorité ou organisme de délivrance, référence précise des documents) permettant à Enabel de les obtenir, avec l'autorisation d'accès correspondante;

b. Enabel est déjà en possession des documents concernés.

Le soumissionnaire consent formellement à ce que Enabel ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document.

Date

Localisation

Signature

## 6.5 Documents à remettre – liste exhaustive

### Les documents relatifs à la sélection

#### a) Documents généraux :

- Fiche d'identification
- Relevé d'identité bancaire (RIB)
- Un extrait du *Registre de Commerce du soumissionnaire*

#### b) Capacité technique

- Liste des marchés similaires exécutés au cours des 5 dernières années
- Les attestations de bonne fin d'exécution (ou PV de réception définitive) accompagné de copie du contrat ou du bon de commande.

#### c) Capacité financière

Chiffres d'affaires (les états financiers) des trois derniers exercices annuels clos et certifié par les services des Impôts (pour les entreprises établit au Bénin). Les soumissionnaires étrangers devront fournir les états financiers en conformité avec leur législation d'origine ;

### Les documents relatifs à la régularité

- o Document Unique de Marché Européen (DUME), rempli et signé;
- o Spécifications techniques des équipements et accessoires proposés, Fiche technique et prospectus
- o Autorisation du fabricant
- o Certificat/attestation de garantie
- o Service après-vente (avec précision des services et délai d'intervention)
- o Formulaire d'offre-prix

#### d) Les documents relatifs aux critères d'attribution

- Le délai de livraison
- Inventaire (offre financière)

### Les documents relatifs au Motif d'exclusion

Le soumissionnaire retenu pour l'attribution produira les documents suivants :

- **Un extrait du casier judiciaire au nom du soumissionnaire** (personne morale) ou de son représentant (personne physique) dans le cas où il n'existe pas de casier judiciaire pour les personnes morales datant de maximum 3 mois ;
- **Une attestation justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des cotisations sociales** dans son pays d'établissement datant de moins de trois (03) mois;
- **Une attestation justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des impôts et taxes** dans son pays d'établissement datant de moins de trois (03) mois ;
- **Une attestation attestant que le soumissionnaire n'est pas en situation de faillite** datant de moins de trois (03) mois

## Annexes

### 6.5.1 << Clause GDPR (en cas de prestataire de service qui va traiter des données personnelles)>>

*Cette annexe est à utiliser lorsque l'adjudicataire est un sous-traitant au sens de la législation RGPD, c'est-à-dire personne physique ou morale, qui traite des données à caractère personnel pour le compte de Enabel.*

*Donnée personnelle = toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.*

CONVENTION relative aux traitements de données à caractère personnel (RGPD)

**ENTRE :**

**Le pouvoir adjudicateur : Enabel, Agence belge de développement**, société anonyme de droit public à finalité sociale, dont le siège social est établi à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles).

Représentée par : [.....],

Ci-après dénommée « le pouvoir adjudicateur » ou « PA » ou « Responsable du traitement ».

**ET :**

**L'adjudicataire :** [.....], dont le siège social est établi à [.....] et immatriculée à la BCE sous le n° [.....],

Représenté(e) par : [.....],

conformément à l'article [.....] des statuts de la société,

Ci-après dénommé(e) « l'adjudicataire » ou « sous-traitant ».

Le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire sont dénommés individuellement une « Partie » et ensemble les « Parties ».

### **Préambule**

Par décision du [.....], l'adjudicataire s'est vu attribuer un marché conformément au cahier spécial des charges n° [.....].

Les besoins faisant l'objet de ce marché impliquent le traitement de données à caractère personnel au sens de la loi belge relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et du règlement européen 2016/679 (ci-après RGPD).

L'objet de cet avenant est de conformer les documents de marché aux exigences de l'article 28 du RGPD.

Il n'est pas autrement dérogé aux conditions du marché, notamment quant au délai et à la valeur du marché attribué.

### **Article 1 : Définitions**

1.1. Les termes tels que « traiter » / « traitement », « données à caractère personnel », « responsable du traitement », « sous-traitant » et « violation de données à caractère personnel » doivent être interprétés à la lumière de la Législation en matière de protection des données. Par « Législation en matière de protection des données » on entend toute réglementation de l'Union européenne et/ou de ses États membres, y compris, sans être limité aux actes, directives et règlements pour la protection des données à caractère personnel, en particulier le règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après RGPD) et la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

### **Article 2 : Objet de la Convention**

2.1. Durant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur confie à l'adjudicataire le traitement de données à caractère personnel. L'adjudicataire s'engage à traiter les données à caractère personnel au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur.

2.2. L'adjudicataire exécute le marché conformément aux dispositions de la présente Convention.

2.3. Les deux Parties s'engagent explicitement à respecter les dispositions des lois applicables en matière de protection des données et à ne rien faire ou omettre qui puisse amener l'autre Partie à enfreindre les lois pertinentes et applicables en matière de protection des données.

2.4. Les éléments compris dans le traitement sont inclus et précisés plus amplement dans l'Annexe 1 de cette Convention. Les éléments suivants sont particulièrement inclus dans ladite Annexe :

- a) Les activités de traitements de données à caractère personnel ;
- b) Les catégories de données à caractère personnel traitées ;
- c) Les catégories d'intéressés auxquelles se rapportent les données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ;
- d) Les finalités du traitement.

2.5. Seules les données à caractère personnel mentionnées dans l'Annexe 1 de la présente Convention peuvent et doivent être traitées par l'adjudicataire. En outre, les données à caractère personnel ne seront traitées qu'à la lumière des finalités déterminées par les Parties dans l'Annexe 1 de la présente Convention.

- 2.6. Les deux Parties s'engagent à adopter des mesures appropriées pour s'assurer que les données à caractère personnel ne sont pas utilisées abusivement ou acquises par un tiers non autorisé.
- 2.7. En cas de conflit entre les dispositions de la présente Convention et celles du Cahier spécial des charges, les dispositions de la présente Convention prévaudront.

### **Article 3 : Instructions du pouvoir adjudicateur**

- 3.1. L'adjudicataire s'engage à traiter les données à caractère personnel uniquement sur les instructions documentées du pouvoir adjudicateur et conformément aux activités de traitement convenues telles que définies à l'Annexe 1 de la présente Convention. L'adjudicataire ne traitera pas les données à caractère personnel faisant l'objet de la présente Convention d'une manière incompatible avec les instructions et les dispositions de la présente Convention.
- 3.2. L'adjudicataire s'engage à traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du Responsable de traitement, en ce compris pour ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers des pays tiers ou vers des organisations internationales, à moins qu'il ne soit tenu en vertu du droit de l'Union européenne ou de l'État membre auquel il est soumis. Dans le cas ci-mentionné, le Sous-traitant informe le Responsable de traitement de cette obligation légale avant le traitement sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- 3.3. Le pouvoir adjudicateur peut unilatéralement apporter des modifications limitées aux instructions. Le pouvoir adjudicateur s'engage à consulter l'adjudicataire avant d'apporter des modifications importantes aux instructions. Les modifications affectant la teneur de cette Convention doivent faire l'objet d'un accord par les Parties.
- 3.4. L'adjudicataire s'engage à notifier immédiatement le pouvoir adjudicateur s'il considère que les instructions reçues (en tout ou en partie) constituent une violation de la Règlementation ou d'autres dispositions du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relatives à la protection des données.

### **Article 4 : Assistance au pouvoir adjudicateur**

- 6.1. **Conformité à la législation.** L'adjudicataire assiste le pouvoir adjudicateur dans le respect des obligations qui lui incombent en vertu du Règlement, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose l'adjudicataire.
- 6.2. **Violation des Données à caractère personnel.** Dans le cas d'une violation des Données à caractère personnel relative à l'un des traitements qui fait l'objet de la présente convention, l'adjudicataire doit notifier le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais après avoir pris connaissance de la violation.

Cette notification devra à tout le moins comporter les informations suivantes :

- (a) La nature de la violation de données à caractère personnel ;
- (b) Les catégories de données à caractère personnel ;
- (c) Les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées ;

- (d) Les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernées ;
- (e) Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- (f) Les mesures prises ou envisagées par l'adjudicataire pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

L'adjudicataire est tenu de remédier aussi vite que possible aux conséquences négatives découlant d'une violation de données ou de réduire au minimum les autres conséquences potentielles. L'adjudicataire mettra en œuvre sans délai tous les remèdes demandés par le pouvoir adjudicateur ou par les autorités compétentes pour remédier à toute violation de données ou toute autre non-conformité et / ou atténuer les risques associés à ces événements. L'adjudicataire devra coopérer à tout moment avec le pouvoir adjudicateur et observer ses instructions afin de lui permettre d'effectuer une enquête appropriée sur la violation de données, de formuler une réponse correcte et de prendre ensuite les mesures adéquates.

- 6.3. **Évaluation de l'impact du traitement des données.** Le cas échéant et lorsque le pouvoir adjudicateur en fait la demande, l'adjudicataire assiste le pouvoir adjudicateur dans la réalisation de l'étude d'impact sur la protection des données conformément à l'article 35 du Règlement.

#### **Article 5 : Obligations de l'adjudicataire**

- 5.1. L'adjudicataire traitera toutes les demandes raisonnables du pouvoir adjudicateur concernant le traitement des données à caractère personnel liées à la présente Convention, immédiatement ou dans un délai raisonnable (en fonction des obligations légales définies dans le Règlement) et de manière appropriée.
- 5.2. L'adjudicataire garantit qu'il n'existe aucune obligation découlant de toute législation applicable qui rend impossible le respect des obligations de la présente Convention.
- 5.3. L'adjudicataire conserve une documentation complète, dans le respect de la loi ou du règlement applicable au traitement des données à caractère personnel effectué pour le PA. L'adjudicataire doit notamment tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément à l'article 30 du GDPR.
- 5.4. L'adjudicataire s'engage à ne pas traiter les données à caractère personnel à d'autres fins que l'exécution du marché et le respect des responsabilités de la présente Convention conformément aux instructions documentées du pouvoir adjudicateur ; si l'adjudicataire, pour quelque raison que ce soit, ne peut se conformer à cette exigence, il en informera le pouvoir adjudicateur sans délai.
- 5.5. L'adjudicataire informera sans délai le pouvoir adjudicateur s'il estime qu'une instruction du pouvoir adjudicateur viole la législation applicable en matière de protection des données.
- 5.6. L'adjudicataire veillera à ce que les données à caractère personnel ne soient divulguées qu'aux personnes qui en ont besoin pour exécuter le marché conformément au principe de proportionnalité et au principe du "besoin de savoir"

(c'est-à-dire que les données ne sont fournies qu'aux personnes qui ont besoin des données à caractère personnel pour exécuter le marché tel que déterminé dans le cahier spécial des charges correspondant et la présente Convention).

- 5.7. L'adjudicataire s'engage à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d'autres personnes que le personnel du pouvoir adjudicateur qui ont besoin des données à caractère personnel pour se conformer aux obligations de la présente Convention, et s'assure que le personnel identifié a accepté les obligations légales et contractuelles de confidentialité adéquates.
- 5.8. Si l'adjudicataire enfreint le présent marché et le RGPD en déterminant les finalités et les moyens du traitement, il devra être considéré comme responsable du traitement dans le cadre de ce traitement.

## **Article 6 : Obligations du pouvoir adjudicateur**

- 6.1. Le pouvoir adjudicateur apportera toute l'assistance nécessaire et coopérera de bonne foi avec l'adjudicataire afin de s'assurer que tout traitement des données à caractère personnel est conforme aux exigences du Règlement et notamment aux principes relatifs au traitement des données à caractère personnel.
- 6.2. Le pouvoir adjudicateur conviendra avec l'adjudicataire sur les canaux de communication appropriés afin de s'assurer que les instructions, directions et autres communications concernant les données à caractère personnel qui sont traitées par l'adjudicataire pour le compte du pouvoir adjudicateur sont bien reçues entre les Parties. Le pouvoir adjudicateur notifie à l'adjudicataire l'identité du point de contact unique du pouvoir adjudicateur que l'adjudicataire est tenu de contacter en application de la présente Convention. Les instructions non écrites (p. ex. instructions orales par téléphone ou en personne) doivent toujours être confirmées par écrit.

Le point de contact du pouvoir adjudicateur est : [dpo@enabel.be](mailto:dpo@enabel.be)

- 6.3. Le pouvoir adjudicateur garantit qu'il n'émettra aucune instruction, direction ou demande à l'adjudicataire qui ne respecte pas les dispositions du Règlement.
- 6.4. Le pouvoir adjudicateur fournit l'assistance nécessaire à l'adjudicataire et/ou à son ou ses sous-traitant(s) subséquent(s) pour se conformer à une demande, ordonnance, enquête ou assignation adressée à l'adjudicataire ou à son ou ses sous-traitant(s) subséquent(s) par une autorité gouvernementale ou judiciaire nationale compétente.
- 6.5. Le pouvoir adjudicateur garantit qu'il ne donnera aucune instruction, direction ou demande à l'adjudicataire qui obligerait l'adjudicataire et/ou son (ses) sous-

traitant(s) subséquent(s) à violer toute obligation imposée par la législation nationale obligatoire applicable à laquelle l'adjudicataire et/ou son (ses) sous-traitant(s) subséquent(s) sont soumis.

- 6.6. Le pouvoir adjudicateur garantit qu'il coopérera de bonne foi avec L'adjudicataire afin d'atténuer les effets négatifs d'un incident de sécurité affectant les données à caractère personnel traitées par l'adjudicataire et/ou son ou ses sous-traitant(s) subséquent(s) pour le compte du pouvoir adjudicateur.

#### **Article 7 : Utilisation de Sous-traitants subséquents**

- 7.1. Conformément au cahier spécial des charges, l'adjudicataire peut faire appel à la capacité d'un tiers pour répondre au présent marché, ce qui constitue une sous-traitance ultérieure au sens de l'article 28 du RGPD<sup>14</sup>.
- 7.2. L'adjudicataire peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant subséquent ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance subséquente ne peut être effectuée que si le pouvoir adjudicateur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.
- 7.3. L'adjudicataire n'utilisera que des sous-traitants subséquents offrant des garanties suffisantes pour mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de telle sorte que le traitement des données réponde aux exigences du présent marché, du droit belge et du RGPD et qu'il assure la protection des droits de la personne concernée.
- 7.4. Lorsque l'adjudicataire engage un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques au nom du pouvoir adjudicateur, des obligations en tout point identiques à celles prévues par la présente Convention devront s'imposer sur ce sous-traitant subséquent, ce dernier doit en particulier présenter les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la Réglementation.

Les accords passés avec le sous-traitant subséquent sont établis par écrit. Sur demande, l'adjudicataire devra fournir au PA une copie de ce (ces) contrats.

---

<sup>14</sup> A adapter selon le CSC

- 7.5. Si le sous-traitant subséquent ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, l'adjudicataire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant subséquent de ses obligations.
- 7.6. L'adjudicataire doit transmettre les objectifs déterminés et les instructions émises par le pouvoir adjudicateur d'une manière précise et rapide au(x) sous-traitant(s) subséquent(s) lorsque et où ces objectifs et instructions se rapportent à la partie du traitement dans laquelle le(s) Sous-traitant(s) subséquent(s) est (sont) impliqué(s).

### **Article 8 : Droits des personnes concernées**

- 8.1. Dans la mesure du possible, en tenant compte de la nature du traitement et au moyen de mesures techniques et organisationnelles appropriées, l'adjudicataire s'engage à aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées conformément au Chapitre III du Règlement.
- 8.2. En ce qui concerne toute demande des personnes concernées en lien avec leurs droits concernant le traitement des données à caractère personnel les concernant par l'adjudicataire et/ou son (ses) sous-traitant(s) subséquent(s), les conditions suivantes s'appliquent :
- L'adjudicataire informera sans délai le pouvoir adjudicateur de toute demande formulée par une Personne concernée relative aux données à caractère personnel que l'adjudicataire et/ou son (ses) sous-traitant(s) subséquent(s) traite(nt) pour le compte du pouvoir adjudicateur ;
  - L'adjudicataire se conformera promptement et exigera de son (ses) sous-traitant(s) subséquent(s) qu'il(s) se conforme(nt) promptement à toute demande du pouvoir adjudicateur afin que ce dernier se conforme à une demande faite par la Personne concernée qui souhaite exercer un de ses droits ;
  - L'adjudicataire veillera à ce que lui-même et son ou ses sous-traitant(s) subséquent(s) disposent des capacités techniques et organisationnelles nécessaires pour bloquer l'accès aux données à caractère personnel et pour détruire physiquement les données sans possibilité de récupération si et quand une telle demande est faite par le pouvoir adjudicateur. Sans préjudice de ce qui précède, l'adjudicataire conserve la possibilité d'examiner si la demande du pouvoir adjudicateur ne constitue pas une violation du Règlement.
- 8.3. L'adjudicataire doit, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, fournir toute l'assistance nécessaire et fournir toutes les informations nécessaires pour que le pouvoir adjudicateur puisse défendre ses intérêts dans toute procédure - judiciaire,

arbitrale ou autre - engagée contre le pouvoir adjudicateur ou son personnel pour toute violation des droits fondamentaux à la vie privée et à la protection des données à caractère personnel des personnes concernées.

#### **Article 9 : Mesures de sécurité**

- 9.1. Pendant toute la durée de la présente Convention, l'adjudicataire doit avoir mis en place et maintenir des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement et garantisse la protection des droits des personnes concernées.
- 9.2. L'adjudicataire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer un niveau de sécurité approprié au risque, conformément à l'article 32 du Règlement.
- 9.3. Pour évaluer le niveau de sécurité approprié, il a été tenu compte en particulier des risques présentés par le traitement, notamment la destruction accidentelle ou illicite, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée ou l'accès non autorisé aux Données à caractère personnel transmises, stockées ou traitées d'une autre manière.
- 9.4. Les parties reconnaissent que les exigences en matière de sécurité évoluent continuellement et qu'une sécurité efficace exige une évaluation fréquente et une amélioration régulière des mesures de sécurité désuètes. L'adjudicataire devra donc continuellement évaluer et renforcer, compléter ou améliorer les mesures mises en œuvre en vue du respect continu de ses obligations.
- 9.5. L'adjudicataire fournit au pouvoir adjudicateur une description complète et claire, de manière transparente et compréhensible, de la manière dont il traite les données à caractère personnel de celui-ci (Annexe 3).
- 9.6. Dans le cas où l'adjudicataire viendrait à modifier les mesures de sécurité appliquées, l'adjudicataire s'engage à le notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur ;
- 9.7. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre et/ou de résilier le marché, lorsque l'adjudicataire ne peut plus prévoir des mesures techniques et organisationnelles appropriées au risque de traitement ;

#### **Article 10 : Audit**

- 10.1. L'adjudicataire reconnaît que le pouvoir adjudicateur est sous la surveillance d'une Autorité de surveillance ou de plusieurs Autorités de surveillance. L'adjudicataire reconnaît que le pouvoir adjudicateur et toute Autorité de surveillance concernée auront le droit d'effectuer un audit à tout moment, et en tout cas pendant les heures normales de bureau de l'adjudicataire, pendant la durée de la présente Convention

afin d'évaluer si l'adjudicataire est conforme au Règlement et aux dispositions de la présente Convention. L'adjudicataire apporte la coopération nécessaire.

- 10.2. Ce droit d'audit ne peut être utilisé plus d'une fois par année civile, sauf si le pouvoir adjudicateur et/ou l'Autorité de surveillance a des motifs raisonnables de supposer que l'adjudicataire agit en conflit avec la présente Convention et/ou les dispositions du Règlement. La restriction du droit de contrôle ne s'applique pas à l'Autorité de surveillance.
- 10.3. Sur demande écrite du pouvoir adjudicateur, l'adjudicataire fournira au pouvoir adjudicateur ou à l'Autorité de surveillance concernée l'accès aux parties pertinentes de l'administration de l'adjudicataire et à tous les lieux et informations d'intérêt de l'adjudicataire (ainsi que, si applicable, ceux de ses agents, filiales et sous-traitants subséquents) pour déterminer si l'adjudicataire est conforme au Règlement et aux dispositions de la présente Convention. Sur demande de l'adjudicataire, les parties concernées conviennent d'un accord de confidentialité.
- 10.4. Le pouvoir adjudicateur doit prendre toutes les mesures appropriées pour minimiser toute obstruction causée par l'audit sur le fonctionnement quotidien de l'adjudicataire ou des services exécutés par l'adjudicataire.
- 10.5. S'il y a accord entre l'adjudicataire et le pouvoir adjudicateur sur un manquement important dans le respect du Règlement et/ou de la Convention, tel qu'il ressort de l'audit, l'adjudicataire remédie à ce manquement dans les plus brefs délais. Les Parties peuvent convenir de mettre en place un plan, y compris un calendrier de mise en œuvre de ce plan, afin de combler les lacunes révélées par la vérification.
- 10.6. Le pouvoir adjudicateur prendra en charge les frais de tout audit effectué au sens du présent article. Sans préjudice de ce qui précède, l'adjudicataire supportera les frais de ses employés. Toutefois, lorsque l'audit a révélé que l'adjudicataire n'est manifestement pas en conformité avec le règlement et/ou les dispositions de la présente Convention, l'adjudicataire prend à sa charge les frais de cet audit. Les frais de remise en conformité avec le Règlement et/ou les dispositions de la présente Convention sont à la charge de l'adjudicataire.

#### **Article 11 : Transfert à des tiers**

- 11.1. La transmission de données à caractère personnel à des tiers de quelque manière que ce soit est en principe interdite, sauf si la loi l'exige ou si l'adjudicataire a obtenu l'autorisation explicite du pouvoir adjudicateur pour ce faire.
- 11.2. Dans le cas où une obligation légale s'applique au transfert de données à caractère personnel, qui fait l'objet de la présente Convention, à des Tiers, l'adjudicataire devra en informer le pouvoir adjudicateur avant le transfert.

## **Article 12 : Transfert en dehors de l'EEE**

- 12.1. L'adjudicataire traitera les données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur uniquement dans un lieu situé dans l'EEE.
- 12.2. L'adjudicataire ne devra pas traiter ou transférer les données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur, ni les traiter lui-même ou par le biais de tiers, en dehors de l'Union européenne, sauf autorisation préalable expresse et explicite du pouvoir adjudicateur.

L'adjudicataire devra veiller à ce qu'aucun accès aux données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur par un tiers n'aboutisse de quelque manière que ce soit à la transmission de ces données à l'extérieur de l'Union Européenne.

## **Article 13 : Comportement à l'égard des autorités gouvernementales et judiciaires nationales**

- 13.1. L'adjudicataire informera immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute demande, injonction, enquête ou assignation d'une autorité gouvernementale ou judiciaire nationale compétente adressée à l'adjudicataire ou à son sous-traitant subséquent qui implique la communication de données à caractère personnel traitées par l'adjudicataire ou un sous-traitant subséquent pour et au nom du pouvoir adjudicateur ou toute donnée et/ou information relative à ce traitement.

## **Article 14 : Droits de propriété intellectuelle**

14.1. Tous les droits de propriété intellectuelle concernant les données à caractère personnel et les bases de données qui contiennent ces données à caractère personnel sont réservés au pouvoir adjudicateur, sauf convention contraire entre les Parties.

## **Article 15 : Confidentialité**

- 15.1. L'adjudicataire s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel ainsi que leur traitement.
- 15.2. L'adjudicataire s'assure que les employés ou les sous-traitants subséquents autorisés à traiter les données à caractère personnel se sont engagés à opérer les traitements de manière confidentielle et sont par ailleurs tenus par une obligation contractuelle de confidentialité.

## **Article 16 : Responsabilité**

- 16.1. Sans préjudice du marché, l'adjudicataire n'est responsable des dommages causés par le traitement que s'il ne s'est pas conformé aux obligations du Règlement s'adressant spécifiquement aux sous-traitants ou s'il a agi en dehors ou contrairement aux instructions légales du pouvoir adjudicateur.
- 16.2. L'adjudicataire est redevable du paiement des amendes administratives qui découlent d'une infraction à la Réglementation.

- 16.3. L'adjudicataire sera exempt de sa responsabilité uniquement s'il peut prouver qu'il n'est pas responsable de l'évènement à l'origine d'une violation de la Réglementation.
- 16.4. S'il apparaît que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire sont responsables des dommages causés par le traitement des Données à caractère personnel, les deux Parties seront responsables et paieront des dommages, conformément à leur part de responsabilité individuelle pour les dommages causés par le traitement.

#### **Article 17 : Fin du contrat**

- 17.1. La présente Convention s'applique tant que l'adjudicataire traite des données à caractère personnel au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché. Si le marché prend fin, la présente Convention prendra également fin.
- 17.2. En cas de violation sérieuse de la présente Convention ou des dispositions applicables du Règlement, le pouvoir adjudicateur peut ordonner à l'adjudicataire de mettre fin au traitement des données à caractère personnel avec effet immédiat.
- 17.3. En cas de résiliation de la Convention, ou si les données à caractère personnel ne sont plus pertinentes pour la fourniture des services, L'adjudicataire supprimera, sur décision du pouvoir adjudicateur, toutes les données à caractère personnel ou les retournera au pouvoir adjudicateur et supprimera les données à caractère personnel et autres copies. L'adjudicataire en apportera la preuve par écrit, à moins que la législation applicable n'exige le stockage des données à caractère personnel. Les données à caractère personnel seront retournées gratuitement au pouvoir adjudicateur, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

#### **Article 18 : Médiation et compétence**

- 18.1. L'adjudicataire convient que si la personne concernée invoque contre elle des demandes de dommages-intérêts en vertu de la présente Convention, l'adjudicataire acceptera la décision de la personne concernée :
- De renvoyer le différend à la médiation chez une personne indépendante
  - De renvoyer le litige devant les tribunaux du lieu d'établissement du pouvoir adjudicateur
- 18.2. Les Parties conviennent que le choix fait par la personne concernée ne portera pas atteinte aux droits substantiels ou procéduraux de la personne concernée de demander réparation conformément à d'autres dispositions du droit national ou international applicable.

19.1. Tout différend entre les Parties au sujet des modalités de la présente entente doit être porté devant les tribunaux compétents, tel que déterminé dans l'entente principale.

Ainsi, convenu le [.....] et établi en deux exemplaires dont chaque Partie reconnaît avoir reçu un exemplaire signé.

POUR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

POUR L'ADJUDICATAIRE

\_\_\_\_\_

Nom : [.....]

Nom : [.....]

Fonction : [.....]

Fonction : [.....]

## **Annexe 1 : Description des activités de traitement des données à caractère personnel opérées par l'adjudicataire<sup>15</sup>**

### **1. Activités de traitement effectuées par le sous-traitant**

Objet du traitement :

Nature du traitement : *[Par exemple : structuration, consultation, stockage et collection, etc.]*

Durée du traitement :

Finalité du traitement :

### **2. Les catégories de données à caractère personnel que le sous-traitant va traiter pour le compte du responsable de traitement (\*indiquer ce qui est applicable).**

- Données d'identification personnelle (par ex. nom, adresse, téléphone, etc.)
- Données d'identification électroniques (par ex. adresses e-mail, ID Facebook, ID Twitter, noms d'utilisateur, mots de passe ou autres données de connexion, etc.)
- Données électroniques de localisation (par ex. adresses IP, GSM, GPS, points de connexion, etc.)
- Données d'identification biométriques (p. ex. empreintes digitales, balayage de l'iris, etc.)
- Copies des documents d'identité
- Données d'identification financière (par ex. numéros de compte (bancaire), numéros de carte de crédit, informations sur le salaire et le paiement, etc.)
- Caractéristiques personnelles (p. ex. sexe, âge, date de naissance, état civil, nationalité, etc.)
- Données physiques (par ex. taille, poids, etc.)
- Habitudes de vie
- Données psychologiques (p. ex. personnalité, caractère, etc.)
- Composition de la famille
- Loisirs et intérêts
- Adhésions
- Les habitudes de consommation
- L'éducation et la formation
- Profession et occupation (par ex. fonction, titre, etc.)

---

<sup>15</sup> A remplir par le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire

- Images/photos
- Enregistrements sonores
- Numéro du registre national de sécurité sociale/numéro d'identification
- Détails du contrat (par ex. relation contractuelle, historique de commande, numéros de commande, facturation et paiement, etc.)
- Autres catégories de données, <Décrivez>

**3. Les catégories particulières de données à caractère personnel que le sous-traitant va traiter pour le compte du responsable de traitement (le cas échéant) (indiquer ce qui est applicable)**

- Données sensibles (art. 9 RGPD)
  - Données raciales ou ethniques
  - Données sur la vie sexuelle
  - Opinions politiques
  - Appartenance à un syndicat
  - Croyances philosophiques ou religieuses
- Données relatives à la santé (art. 9 RGPD)
  - Santé physique
  - Santé psychologique
  - Situations et comportements à risque
  - Données génétiques
  - Données relatives aux soins
- Données judiciaires (article 10 de la loi générale sur la protection des données)
  - Soupçons et actes d'accusation
  - Condamnations et peines
  - Mesures judiciaires
  - Sanctions administratives
  - Données ADN

**4. Les catégories de personnes concernées (\*indiquer ce qui est applicable)**

- (Potentiels)/(anciens) clients

Si oui, <décrivez>

- Candidats et (anciens) salariés, stagiaires, etc.

Si oui, <décrivez>

- (Potentiels)/(anciens) fournisseurs

Si oui, <décrivez>

- (Potentiels)/ (anciens) partenaires (d'affaires)

Si oui, <décrivez>

- Autre catégorie

Si oui, <décrivez>

**5. L'ampleur des traitements (nombre d'enregistrements/nombre de personnes concernées)**

<Décrivez>

**6. Les périodes d'utilisation et de conservation des (différentes catégories de) données personnelles :**

<Décrivez>

**7. Lieu du traitement :**

<Décrivez>

Si le traitement a lieu en dehors de l'EEE, veuillez préciser les garanties appropriées mises en place

<Décrivez>

**8. Engagement des sous-traitants subséquents suivants :**

<Décrivez>

**9. Coordonnées de la personne de contact responsable chez le responsable du traitement**

Nom :	
Titre :	
Numéro de téléphone :	
E-mail :	
Nom : <sup>16</sup>	
Titre :	
Numéro de téléphone :	
E-mail :	

<sup>16</sup> Indiquez la personne responsable du projet/département/autre correspondant

## 10. Coordonnées de la personne de contact responsable chez le sous-traitant :

Nom :	
Titre :	
Numéro de téléphone :	
E-mail :	
Nom :	
Titre :	
Numéro de téléphone :	
E-mail :	

### Annexe 2 : Sécurité du traitement<sup>17</sup>

Le Pouvoir adjudicateur ne doit faire appel qu'aux sous-traitants qui fournissent des garanties suffisantes, en particulier en termes d'expertise, de fiabilité et de ressources, pour mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles mentionnées à l'article 32 du RGPD, ce qui inclut la sécurité du traitement.<sup>18</sup>

Afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, que présente le traitement pour les droits et libertés des personnes physiques, l'adjudicataire met en œuvre, des mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Ces mesures de sécurité comprennent, entre autres, ce qui suit :

- [Décrivez]

<sup>17</sup> A remplir par l'adjudicataire

<sup>18</sup> Considérant 81 du RGPD

## 6.6 Tableau des Spécifications technique (à remplir)

Lot 1 : vedettes de surveillance en mer et de recherche marine avec remorque correspondante.

➤ Vedette de surveillance type 1 : Vedette avec taud en aluminium et bâche

Désignation	Spécifications techniques requises		Spécifications technique proposées par le soumissionnaire	Commentaires (éventuels)
	<b>Marque/Modèle proposé</b>		Marque : ( A préciser) Modèle /Référence : ( A préciser)	
Vedette en fibre de verre avec taud en alu et bâche couvrant au moins la moitié du bateau	Matières	Fibre de verre ou matériau composite équivalent		
	Dimensions de la coque	Longueur : 8m – 9m Largeur : 2,20m – 2,60m		
	Tirant d'eau	Au moins 30 cm		
	Poids à vide	800 kg +/- 100 kg		
	Capacités	Au moins 10 personnes		
	Aménagement minimum	Taud en aluminium (ou matériau marin équivalent) ; bâche (couverture d'au moins la moitié du bateau) Corde et ancre Plancher antidérapant		
	Sièges	Assises fixes pour passagers, incluant au moins deux banquettes assises avec un (1) espace de rangement (coffre)		
Motorisation (Moteur adapté aux conditions tropicales et marines)	Démarrage : électrique Temps : 4 temps Puissance : 70 à 100 cv			

	Matériels de sauvetage fourni	12 Gilets de sauvetage de différentes tailles (M, L et XL, XXL) Une Bouées couronne Ancre et corde 2 pagaies de secours Une boîte à pharmacie		
--	-------------------------------	---	--	--

➤ **Vedette de surveillance type 2 : une vedette d'intervention sans taud**

Désignation	Spécifications techniques requises		Spécifications techniques proposées par le soumissionnaire	Commentaires (éventuels)
	<b>Marque/Modèle proposé</b>		Marque : ( A préciser) Modèle /Référence : ( A préciser)	
Vedette de grande taille avec console de pilotage et taud aluminium	Matières	Fibre de verre ou matériau composite équivalent		
	Dimensions de la coque	Longueur : 8,00 m à 9,00 m Largeur : 2,20 m à 2,60m		
	Tirant d'eau	entre 30 à 40 cm		
	Poids	Entre 800 kg +/-20kg		
	Capacités	Au moins 10 personnes		
	Aménagement minimum	Une console de pilotage Un taud aluminium ou matériau marin équivalent, couvrant la console de pilotage Corde et ancre Plancher antidérapant		
	Sièges	Au moins 02 banquettes coffres Au moins 02 coffres arrière 01 puits (un compartiment dédié) avant pour ancre et corde		
Motorisation	Moteur adapté aux conditions tropicales et marines Démarrage : électrique			

		Temps : 4 temps Puissance : 90 à 115 CV		
	Matériels de sauvetage fourni	10 Gilets de sauvetage de différentes tailles (M, L et XL, XXL) Deux Bouées couronne Ancre et corde 1 Boite à pharmacie		

➤ **Vedette de recherche marine**

Désignation	Spécifications techniques requises		Spécifications technique proposées par le soumissionnaire	Commentaires (éventuels)
	<b>Marque/Modèle proposé</b>		Marque : ( <i>A préciser</i> ) Modèle /Référence : ( <i>A préciser</i> )	
	Matières	Fibre de verre ou matériau composite marin équivalent		
	Dimensions de la coque	Longueur : 9,50 m à 11,00 m Largeur : 2,20 m – 2,70m Profondeur : 50 à 65 cm		
	Tirant d'eau	Entre 30 à 40 cm		
	Poids (à vide)	Entre 1,5 et 1,9 tonnes		
	Capacités	Au moins 10 personnes		
	Aménagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Semi-cabine en fibre de verre avec poste pilotage + siège,</li> <li>- Toiture tubes inox sur au moins les ¾ du bateau, (couvrant une grande partie du bateau)</li> <li>- Pompe de cale,</li> <li>- équipements de navigation et de sécurité (Électricité complète, compas, GPS, )</li> </ul>		

Vedette de recherche et d'observation en mer semi-cabine et toiture tubes inox		<ul style="list-style-type: none"> <li>- système de direction assisté (hydraulique)</li> <li>- décanteur, bitte d'amarrage, taquet inox, cadènes,</li> <li>- Banquettes pour au moins 12 passagers,</li> </ul>		
	Sièges	Assises adaptées incluant un siège pilote et des banquettes pour les passagers : <ul style="list-style-type: none"> <li>- dont 01 siège pilote</li> <li>- Siège banquette pour au moins 12 personnes</li> </ul>		
	Capacité du réservoir	Réservoir essence entre 450 à 550 L au moins		
	Motorisation	Moteur adapté aux conditions tropicales et marines Démarrage : électrique Temps : 4 temps Puissance cumulée : bimoteur, puissance totale comprise entre 185 et 250 CV		
	Matériels de sauvetage fourni	14 gilets de sauvetages de différentes tailles adapté aux usagers, Une bouée couronne, Ancre + corde. Boite à pharmacie		

➤ **Remorque correspondante pour embarcation**

Désignation	Spécifications techniques requises	Spécifications techniques proposées par le soumissionnaire	Commentaires (éventuels)

	<b>Marque/Modèle proposé</b>		Marque : ( <i>A préciser</i> )	
Remorque embarcation	Matières	Châssis, essieu galvanisé et réglable. Suspension à éléments de caoutchouc comprimés ou équivalent.		
	Aménagement	Châssis adapté aux dimensions du bateau		
	Plaque de signalisation	Plaque de signalisation amovible.		
	Livré avec équipements de mise à l'eau et de manutention comprenant notamment :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- treuil,</li> <li>- butée d'étrave,</li> <li>- potence,</li> <li>- patins ou supports à glissières réglables pour coque</li> </ul>		

## Lot 2 : Vedettes de patrouille d'intervention avec remorque correspondante

### ✓ Vedettes de patrouilles et d'interventions

Désignation	Spécifications techniques requises		Spécifications techniques proposées par le soumissionnaire	Commentaires (éventuels)
	<b>Marque/Modèle proposé</b>		Marque : <i>( A préciser)</i> Modèle /Référence : <i>( A préciser)</i>	
Vedette de patrouille grande taille	Matières	Fibre de verre ou matériau composite marin équivalent		
	Dimensions de la coque	Longueur : 9m – 10,50m Largeur : 2,20 m – 2,60m Profondeur : 54 cm		
	Tirant d'eau	Comprise entre 50 et 60 Cm		
	Poids	Entre 1,6 tonne et 2 tonnes		
	Capacités	Capacité minimale : 8 personnes (équipage + passagers)		
	Aménagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poste de pilotage protégé (cabine en fibre de verre, fermée ou semi-fermée, rigide ou composite) ,</li> <li>- Réservoir au moins 500 litres,</li> <li>- pompe de cale,</li> <li>- Installation électricité complète,</li> <li>- Système de navigation (GPS sondeur, ou GPS tracteur)</li> <li>- Compas magnétique ou électronique,</li> <li>- direction hydraulique ou équivalent</li> <li>- Equipement d'amarrage (décanteur, bitte d'amarrage, taquet inox, ancre + corde).</li> <li>- Gyrophare : au moins 01</li> </ul>		

		- Klaxon : au moins 01		
	Autres aménagements	Intégration de toutes autres options en aménagement proposées ainsi que les caractéristiques militaires (Support renfort pour mitrailleuse à enlever)		
	Sièges	Banquettes simples pour au moins 8 personnes		
	Motorisation	Moteur tropicalisée, adaptée aux eaux salines Démarrage : Electrique Temps : 4 temps Puissance cumulée : bimoteur $\geq 250$ CV et $\leq 350$ CV		
	Equipements de sécurité et de navigation	Au moins : - 04 défenses hydrauliques - 02 Perches - 16 gilets de sauvetage - 2 pompes d'assèchement - 4 pagaies - 16 imperméables - instruments de navigation (carte de navigation, les feux de navigation) - 4 bouées couronnes - 4 jumelles dont 02 à vision nocturne - 2 couteaux billonnettes - 1 trousseau médical - 2 rouleaux d'amarre (amarrage bateaux) - 2 lampes torche		

✓ Remorque correspondant pour vedette de patrouille

Désignation	Spécifications techniques requises	Spécifications techniques proposées par le	Commentaires (éventuels)
-------------	------------------------------------	--	--------------------------

		<b>soumissionnaire</b>	
		Marque : <i>( A préciser )</i> Modèle /Référence : <i>( A préciser )</i>	
		<b>Marque/Modèle proposé</b>	
Remorque embarcation	pour	Matières	Châssis, essieu galvanisé et réglable. Suspension à éléments de caoutchouc comprimés ou équivalent.
		Aménagement	Châssis adapté aux dimensions du bateau de ce lot
		Plaque de signalisation	Plaque de signalisation amovible.
		Livré avec équipements de mise à l'eau et de manutention comprenant notamment :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Treuil,</li> <li>- butée d'étrave,</li> <li>- potence,</li> <li>- patins</li> <li>- supports à glissières réglables pour coque</li> </ul>

## 6.7 Formulaire du délai d'exécution

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons exécuté le présent marché référencé **2204BEN-10360** dans un délai de ..... à compter de :  
.....

Date :

Localisation :

Signature